



REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

IRAK - YOUGOSLAVIE

**La lutte ouvrière,
seule réponse au chaos
et à la barbarie capitaliste**

■ Aujourd'hui encore, la bourgeoisie fait miroiter la possibilité de sortir du chaos, de la guerre et de la misère à travers "l'union européenne" en appelant à se prononcer sur les accords de Maastricht. Tout cela n'est que foutaises, mystifications !

La "paix" ? L'"harmonie entre les peuples" ? Jamais depuis la fin de la seconde bouche impérialiste mondiale, le monde n'a autant été mis à feu et à sang. Non seulement dans le défunt bloc de l'Est, et dans l'ex-URSS en particulier, les populations sont quotidiennement livrées au déchaînement sans précédent des hystéries nationalistes et aux quatre coins de la planète, des guerres tribales, inter-ethniques font rage, mais depuis plus d'un an, les massacres, les exterminations, les pires horreurs se perpétrent à quelques centaines de kilomètres d'ici, dans l'ex-fédération yougoslave. En même temps, les tueries ont repris de plus belle à Kaboul. En même temps, de nouvelles interventions militaires sont déclenchées sur l'Irak, dix-huit mois à peine après la guerre du Golfe.

Tous ces immondes charniers ont été provoqués ou attisés par les appétits et les rivalités impérialistes exacerbées de chacune de ces grandes puissances occidentales qui prétendent aujourd'hui encore avec le même cynisme apporter "la paix", "la démocratie", "l'aide humanitaire".

Les prolétaires n'ont aucune illusion à se faire. Ils ont le devoir de ne pas suivre leurs bourgeois nationaux qui les invitent toutes à marcher derrière elles que ce soit avec leurs élections sur Maastricht ou sous le drapeau de la défense de leurs "causes humanitaires".

La prospérité ? Quelle amélioration de son sort la classe ouvrière peut-elle attendre de la bourgeoisie ? Aucune. Bien au contraire.

Tandis que dans l'ex-URSS, plus de 90% de la population vit désormais en dessous du "seuil de pauvreté" officiel, que les famines et les épidémies se multiplient dans les pays dits "du tiers monde", au cœur même du capitalisme, les prolétaires des pays occidentaux subissent des attaques d'une férocité inégalée depuis un demi-siècle. Tandis que l'économie mondiale sombre chaque jour dans le gouffre de la récession, jamais encore les ouvriers n'en avaient vécu les conséquences de manière aussi dramatique, non seulement en France mais simultanément dans tous les principaux pays industrialisés : chômage, licenciements, précarisation de l'emploi, détérioration générale et accélérée de toutes les conditions d'existence...

C'est vers une paupérisation de plus en plus accentuée que se dirigent tous les prolétaires, au travail comme en chômage, ce sont des conditions matérielles de plus en plus insupportables, qui leur sont imposées. Rien ne serait pire pour eux que de baisser les bras, que de succomber à la passivité, à la résignation ou au désespoir face à cette situation.

Loin de céder à un tel découragement, ils n'ont aujourd'hui pas d'autre choix que de se battre, de résister pied à pied aux attaques que la crise du capitalisme pourrissant leur inflige. La situation dès maintenant les y contraint. En refusant dès à présent les sacrifices économiques et sociaux que la bourgeoisie cherche à leur imposer, en ripostant avec détermination à ces attaques sur leur propre terrain, en développant leur lutte de classe, les ouvriers pourront prendre conscience de la force qu'ils représentent.

Cette force ils la détiennent : ils l'ont déjà démontré tout au long des vingt-cinq dernières années. Et c'est seulement en suivant cette voie qu'ils seront en mesure de trouver une issue, de tracer et d'affirmer une autre perspective capable de mettre fin à ce chaos et à cet océan de barbarie dans lesquels toute la société est menacée d'être engloutie.

Ce développement de la lutte de classe n'est pas seulement nécessaire, il est réalisable. Et c'est bien parce que la classe ouvrière a la capacité d'engager ce combat que la bourgeoisie multiplie les campagnes idéologiques pour l'en détourner.

CB (30.8.92)

Les "actions humanitaires" ne sont qu'un prétexte pour justifier la guerre

Depuis le début de l'été, le chaos et la barbarie guerrière dans lesquels se vautre le monde capitaliste se sont encore aggravés, notamment en Yougoslavie. Et les bruits de bottes que les grandes puissances, USA en tête, font entendre avec le nouveau bras de fer entre Saddam Hussein et la "communauté internationale" annoncent un nouveau déchaînement de cette barbarie.

■ Une fois encore, c'est au nom de l'assistance "humanitaire" aux populations victimes de la sauvagerie de leurs dirigeants que les bourgeoisies "démocratiques" d'Europe et d'Amérique viennent justifier leurs grandes manœuvres impérialistes. C'est encore une fois au nom de la défense des "droits de l'homme" que cette classe de gangsters et d'assassins cherche aujourd'hui à nous faire adhérer à ses préparatifs guerriers, de la même façon qu'elle a tenté de le faire au nom du "droit international", lors de la campagne qui devait déboucher, il y a un an et demi, sur la guerre du Golfe.

L'hypocrisie écoeurante de la bourgeoisie occidentale

Depuis deux mois, les bourgeoisies américaine et européennes déchaînent, sous l'égide de l'ONU, un battage assourdissant sur la nécessité de voler au secours des populations martyres. Il ne se passe pas un jour sans qu'un nouvel évènement "scandaleux" ne vienne alimenter cette campagne. Ainsi, c'est d'abord en Irak qu'a été relancée, au début de l'été, l'offensive US. Avec la "crise du ministère de l'Agriculture", le "boucher de Bagdad" a été mis de nouveau au ban des accusés pour violation des résolutions de l'ONU sur la destruction et la non reconstitution des armes chimiques et nucléaires. Puis, une fois cette première "crise" résolue grâce à la pression militaire des USA, le battage "humanitaire" orchestré par les grandes puissances s'est encore renforcé sous un autre prétexte : la violation permanente des droits de l'homme avec la poursuite par Saddam de la répression contre les populations kurdes et chiites en Irak.

Mais les grands élans "humanitaires" des démocraties occidentales ne se sont pas arrêtés à la situation dans ce pays. En même temps que les USA, par la voix de Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'ONU, réamorçaient la pompe en lançant une gigantesque opération de "sauvetage" de la population en Somalie menacée par la famine et les massacres interethniques (voir l'article page 3), l'oncle Sam lançait un nouveau pavé dans la mare : la nouvelle annonçant l'existence en Serbie de camps de réfugiés dont l'horreur a ravivé le spectre des camps de concentration nazis pendant la seconde guerre mondiale. Depuis, toute la bourgeoisie occidentale s'est

emparée de l'évènement pour déployer une gigantesque campagne internationale dénonçant à cor et à cri la politique de Milosevic de "purification ethnique". Tous les médias, aux ordres de la classe dominante, avec photos, commentaires et témoignages à l'appui, nous ont quotidiennement gavés, pendant plusieurs semaines, de ces images de centaines de milliers d'hommes parqués comme du bétail, hargnés et décharnés, dévoilant ainsi une barbarie qui n'a pas grand-chose à envier à celle du régime hitlérien. A côté de ces témoignages de l'horreur, on nous a ressorti en France, pour la énième fois, la grande figure médiatique du valeureux saint-bernard Kouchner, toujours prêt à jouer au bon Samaritain partout où le capital français a besoin de ses services pour "tenir son rang" sur la scène impérialiste mondiale.

Car une telle complaisance des médias à se vautrer dans l'horreur et à pleurnicher sur le sort des populations martyres n'est certainement pas gratuite. Grâce à cet appareil de manipulation idéologique, les grandes puissances occidentales sont en réalité en train de justifier, au nom de l'"aide humanitaire" et de la "défense des droits de l'homme", de nouvelles croisades impérialistes dans ces régions du monde. Les cris d'orfraie qu'elles poussent aujourd'hui devant la barbarie d'un Milosevic ou d'un Saddam Hussein, leurs discours "humanitaires", ne sont que pure hypocrisie, qu'un prétexte pour justifier l'envoi de leur propre arsenal militaire tant en Yougoslavie qu'en Irak dans le seul but, non pas de protéger les populations de ces pays, mais bien de défendre leurs propres intérêts impérialistes sur le terrain.

Ainsi, c'est au nom de la défense de la population musulmane de Bosnie-Herzégovine que l'ONU a pris la décision d'accompagner militairement les convois humanitaires. C'est au nom de la protection des populations chiites en Irak que les USA, la France et la Grande-Bretagne mobilisent aujourd'hui leur aviation afin d'empêcher Saddam Hussein d'utiliser l'espace aérien du sud de l'Irak.

Le cynisme et l'hypocrisie de tous ces redresseurs de torts d'Europe et d'Amérique ne sont pas quelque chose de nouveau. Depuis la seconde guerre mondiale, c'est toujours avec des justifications "démocratiques" et "humanitaires" que les grandes puissances ont préparé toutes les interventions militaires qu'elles ont menées aux quatre coins du monde. C'est bien ce qu'a révélé encore l'exemple le plus récent, la guerre du Golfe : n'est-ce pas au nom de la défense du "droit international", de la protection de la population du Koweït, que fut déchaînée la sinistre opération "Tempête du désert" qui a fait plus de 300 000 morts et a plongé dans un chaos et une barbarie effroyables la population civile d'Irak.

Mais le comble de l'hypocrisie des grandes puissances occidentales réside surtout dans le fait que ce sont elles qui sont à l'origine de la

barbarie en Irak et en Yougoslavie. Et c'est bien pour masquer leur propre contribution dans le déchaînement des massacres que les principaux dirigeants de ce monde désignent aujourd'hui Milosevic et Saddam comme étant les seuls responsables.

YOUGOSLAVIE : derrière "l'aide humanitaire", les rivalités impérialistes des grandes puissances

L'indignation de la bourgeoisie américaine, qui a pris l'initiative de la campagne de dénonciation des camps de réfugiés en Serbie, est une illustration particulièrement édifiante de l'hypocrisie de toute la classe dominante. Les larmes de crocodile qu'elle verse aujourd'hui sur les victimes de la politique de "purification ethnique" de Milosevic ne doivent pas nous faire oublier qu'il y a tout juste un an, les USA soutenaient la Serbie contre la Croatie et la Slovénie. S'ils changent aujourd'hui leur fusil d'épaule, ce n'est certainement pas parce qu'ils auraient subitement "découvert" la barbarie du gouvernement serbe. Les véritables motivations des USA résident en réalité dans le fait qu'en soutenant la Bosnie-Herzégovine, ils peuvent contrer les tentatives d'expansion impérialiste de leur principal concurrent européen, l'Allemagne. En affirmant leur présence dans cette partie du monde, les USA visent avant tout à empêcher l'Allemagne, qui a appuyé et reconnu l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, de se frayer par ce moyen un débouché sur la Méditerranée (voir "RI" n° 214 et la "Revue Internationale" n° 70). L'actuelle campagne humanitaire sur les camps serbes n'est donc en réalité rien d'autre qu'une justification idéologique pour mobiliser l'arsenal militaire US dans la région. Une telle opération a pour objectif essentiel de faire une fois encore la démonstration de la supériorité militaire des USA face aux autres puissances occiden-

(SUITE PAGE 3)

SOMMAIRE

SITUATION INTERNATIONALE

. Derrière Maastricht, les rivalités militaires entre les grands	2
. Massacres à Kaboul	2
. Attentats de la mafia	2
. Somalie	3
. Crise et attaques anti-ouvrières	4
FRANCE	
. "Sauvetage" de l'UNEDIC	5
. Referendum : encore une campagne contre les ouvriers	5
. Marchés aux USA	5
POLEMIQUE	
. Les conséquences du camp révolutionnaire sur les émeutes	6
COURRIER DES LECTEURS	7

REFERENDUM SUR MAASTRICHT : UN PIEGE QUI DESARME LA CLASSE OUVRIERE

LIRE P. 5

Accords de Maastricht DERRIERE LES PROMESSES DE PAIX, LES RIVALITES MILITAIRES ENTRE LES GRANDS

■ Selon le slogan martelé par le gouvernement français et dont le Premier ministre, Bérégovoy, s'est fait l'écho lors d'une interview accordée à l'hebdomadaire "Le Point" paru le 22 août dernier, de l'issue du référendum "dépendrait la paix en Europe et dans le monde". L'énorme foutaise ! Le grossier mensonge ! L'Europe est au contraire devenue un foyer d'affrontements entre les principaux requins impérialistes de la planète et la bagarre autour du référendum sur Maastricht n'est elle-même qu'un moment de la rixe entre ces truands. La seule parcelle de vérité que l'on pourrait trouver dans la bouche de nos hypocrites dirigeants se trouve dans les préoccupations majeures qu'ils laissent affleurer : "L'union entre la France et l'Allemagne est le socle de la construction européenne... Dire non au référendum, c'est provoquer le divorce entre la France et l'Allemagne". La bourgeoisie française est amenée à avouer deux choses à travers de tels discours :

- contrairement à certains de ses boniments, les véritables enjeux de "l'Union européenne" ne sont pas seulement d'ordre économiques ou financiers mais fondamentalement d'ordre stratégique et militaire ;
- l'ambition principale de la bourgeoisie nationale - et du gouvernement en particulier - est de constituer, avec le soutien de la puissance économique allemande, une force capable de s'opposer à l'hégémonie impérialiste des Etats-Unis.

En fait, dès ses origines, la Communauté européenne a été très étroitement liée à des enjeux stratégiques et militaires de première importance ; elle a constitué un cheval de bataille essentiel de l'ex-bloc occidental contre la menace du camp soviétique. Le plan Marshall, programme d'aide des USA à la reconstruction des économies européennes occidentales, mis en place à la fin de la seconde boucherie impérialiste mondiale, avait pour contrepartie l'allégeance directe aux Etats-Unis des puissances européennes occidentales au sein de l'OTAN. C'est d'ailleurs dans ce cadre que la bourgeoisie américaine a constamment favorisé et encouragé les premiers pas de la CEE et de ses institutions. Pendant des années, la CEE, contrepoids de l'aujourd'hui défunt Comecon, a ainsi été le constant instrument des intérêts du bloc américain en Europe et son plus fidèle rempart face au glacial de l'Est.

Le brutal effondrement du bloc de l'Est en 1989 a complètement bouleversé cette situation. Mais l'Europe occidentale demeure la pièce maîtresse, la clef de voûte au cœur du système capitaliste, des nouvelles donnes impérialistes. La CEE est devenue depuis lors le terrain le plus propice à la dislocation et à

l'éclatement de l'ex-bloc occidental.

D'après les accords de Maastricht se profile en réalité au sein de la CEE une dynamique de formation d'un nouveau bloc impérialiste rival des USA, dont l'Allemagne prétend de plus en plus ouvertement prendre la tête, forte de sa puissance économique, de son envergure politique accrue par l'unification et de sa position stratégique, car géopolitiquement centrale, en Europe. L'axe d'une alliance germano-française, concrétisée en juin dernier par l'accord pour la formation d'un corps d'armée commun entre ces deux Etats, en constitue désormais l'ossature qui renforce la menace directe pour les USA.

Cette dynamique d'alliance apparaît d'ores et déjà susceptible de rallier plusieurs Etats à sa cause au sein de la CEE :

- la Belgique, prise en sandwich entre l'Allemagne et la France, a tout intérêt par exemple à une alliance entre ses deux puissants voisins alors qu'elle n'a cessé d'être la victime de leur rivalité passée ;
- l'Espagne et même l'Italie sont tentées de suivre la France dans une sorte d'"union des pays latins" au sein de l'Europe faisant contrepoids à l'influence des pays nordiques et anglophones...

Cependant, cette politique est systématiquement contrecarrée au sein même de la CEE par les plus sûrs alliés des Etats-Unis, les Pays-Bas et surtout la Grande-Bretagne, qui ont, ces derniers mois, multiplié les obstacles et les démarches pour saboter, enlever toute efficacité aux décisions européennes, ôtant tout crédit à l'idée d'une "unité politique européenne".

Dans ces conditions, bien loin d'être en mesure d'affirmer une quelconque politique commune, l'Europe se retrouve aujourd'hui plus que jamais au cœur des rivalités et des affrontements impérialistes. L'Europe n'est nullement un facteur d'unité mais le lieu où s'étalent les profondes divisions entre les Etats. La CEE est devenue un vaste champ de bataille où chacun est appelé à défendre sa propre carte contre les autres, ses propres intérêts nationaux, ses propres alliances. C'est pourquoi les projets de défense et de sécurité communes au sein de l'Union de l'Europe Occidentale sont un leurre pur et simple.

Dans cette véritable foire d'empoigne, non seulement les USA font jouer au maximum leurs alliés les plus fidèles sur le vieux continent pour maintenir l'Europe occidentale dans le cadre de l'OTAN qu'ils contrôlent étroitement, en opposition aux efforts de la France et de l'Allemagne, mais ils utilisent également tous les moyens possibles pour casser une telle alliance franco-allemande

d'ores et déjà soumise à des tensions et des tiraillements issus d'intérêts particuliers souvent divergents :

- la Maison-Blanche joue ainsi à fond sur les craintes que suscite l'hégémonie de l'impérialisme allemand en Europe. Elle profite notamment des divisions profondes suscitées par cette alliance au sein de la bourgeoisie française elle-même. Celle-ci est en effet largement conditionnée à redouter l'impérialisme allemand, son principal rival depuis un siècle. Il est évident que la bourgeoisie américaine souffle sur ces braises pour attiser, chez certaines fractions nationales, les réticences, voire l'hostilité, envers une telle alliance qui s'abrite derrière le refus du traité de Maastricht ;

- à travers le conflit yougoslave, l'oncle Sam n'a pas cessé depuis un an de chercher à démontrer l'impuissance, les divisions et la paralysie politique de l'Europe (voir article p. 1) ;

- par ailleurs, la bourgeoisie américaine n'est pas étrangère - par fractions françaises hostiles à Maastricht interposées - à l'éclatement du scandale des déchets pharmaceutiques allemands déversés en France, un mois avant le référendum ;

- de plus, et c'est là une des plus lourdes pressions exercées, ce n'est pas par hasard si le FMI, organisme économique tout-puissant placé sous le contrôle direct de la Maison-Blanche, a rendu public fin juillet un rapport accablant sur le coût des accords de Maastricht. Il parle de récession accrue, de restrictions budgétaires nécessaires pour les Etats concernés et de "conséquences douloureuses" pour leur population. Il pronostique notamment la diminution de leur niveau de vie, la poursuite de la montée du chômage et la réduction des prestations sociales au cours des prochaines années. De ce fait, les détracteurs de Maastricht en Europe et en particulier en France se voient fournir de nouveaux arguments pour dénoncer ces accords.

Quels que soient les résultats du référendum, l'Europe ne peut représenter un havre de paix ni un facteur d'apaisement des conflits dans le monde. Bien au contraire : elle constitue un foyer majeur permanent d'aiguinement des discordes impérialistes entre les grandes puissances. Tous les discours emphatiques au sein de la CEE et toutes les querelles entre les différentes fractions nationales de la bourgeoisie ne servent qu'à masquer les effarants préparatifs guerriers effectués au nom même des "intérêts européens" ou de l'"unité européenne".

CB (26.8.1992)

MASSACRES A KABOUL Les puissances régionales attisent le chaos

■ Depuis le début du mois d'août, la barbarie militariste sème la terreur dans Kaboul. Au million de morts dans tout le pays dont étaient coresponsables l'impérialisme russe depuis 1979 et les bandes armées par les USA, il faut ajouter les centaines de morts et les milliers de blessés civils victimes du bombardement intensif de la capitale de l'Afghanistan. Cette seconde bataille pour le contrôle de Kaboul est bien plus meurtrière que la précédente, qui avait suivi l'éviction du protégé de l'impérialisme stalinien, Najibullah, en avril dernier.

Peu à peu, l'Afghanistan a vu se développer une situation à la yougoslave avec des fractions rivales dans un même camp et des tireurs incontrôlés. Après treize années de combat contre le régime prorusse de Najibullah et de ses prédécesseurs, chaque chef des cliques moudjahidines rêvait de prendre le pouvoir à Kaboul. Ces cliques concurrentes se sont entre-déchirées après la fuite manquée du protégé de l'impérialisme russe. La coalition des bandes armées du nord, ouzbeks ex-prorusse et tadjiks, autour du commandant Massoud et de l'actuel président Rabhani, contrôlait la majorité de Kaboul quand les bandes du parti islamiste de Gulbuddin Hekmatyar, les Pashtouns du sud du pays, se sont mises à bombarder la ville. Le chef de faction Hekmatyar compte lui aussi parmi ses troupes des officiers de l'ancienne armée prorusse et des unités blindées de l'ex-président Najibullah. Plusieurs autres acteurs viennent compliquer le jeu, les neuf partis chiites soutenus par l'Iran ainsi que les Sunnites appuyés par l'Arabie Saoudite. Mais tous ces "héros de la résistance" qui s'affrontent en prenant pour cible les populations civiles sont surtout des marionnettes manipulées par les puissances régionales. Les forces tadjiks, persophones, au service du gouvernement de Massoud (les "modérés") sont appuyées par l'Iran. La milice ouzbek commandée par Rachid Dostom est turcophone, elle est naturellement soutenue par la Turquie. En face, les troupes de Hekmatyar (les "fondamentalistes") sont ouvertement encadrées par des experts militaires pakistanais. L'Arabie Saoudite, et derrière elle les USA, soutient la faction wahhabite de Sayyaf coalisée avec Hekmatyar.

La situation ne peut que pourrir davantage chaque jour, d'autant plus que sont à l'oeuvre en sous-main les appétits impérialistes iraniens, turcs, saoudiens, pakistanais et américains, voire les ambitions des nouvelles républiques ex-soviétiques d'Asie centrale. En particulier, la rivalité pour le contrôle de la région qui oppose l'Iran et la Turquie, deux puissances dont la fringale impérialiste a été aiguisée par le dépeçage de l'ancien empire russe, laisse augurer à coup sûr que les alliés d'aujourd'hui, les Tadjiks et les Ouzbeks, s'entre-tueront à leur tour demain. Et ce n'est pas seulement le territoire afghan qui n'est pas prêt de sortir du chaos mais c'est toute la région qui est appelée à s'embraser.

C'est bien la décomposition généralisée du système capitaliste qui a fait remonter à la surface tous ces requins impérialistes.

PH

Attentats de la Mafia LES REGLEMENTS DE COMPTE ENTRE CAPITALISTES

■ En l'espace de deux mois, ce sont trois personnalités de première importance dans la lutte anti-Mafia en Italie qui ont été assassinés. L'exécution du juge Falcone, le 23 mai, celle de son probable successeur, le juge Borsellino, le 19 juillet, celle du chef de la police de Catane, peu de jours après, avait bien pour objectif de démontrer que "Cosa Nostra" ("notre chose") était disposée à empêcher que la lumière soit faite sur ses activités, et qu'elle disposait des moyens de ses fins. Cependant, il est clair pour tout le monde que la Mafia n'est pas seule en cause dans ces assassinats.

C'est clair, notamment pour Leoluca Orlando, ancien maire démocrate-chrétien de Palerme et chef de la Rete (mouvement politique contre le crime organisé) qui déclarait récemment à propos de ces trois assassinats : "Le message est clair. C'est de l'intimidation. Ces hommes allaient enfin révéler l'incroyable collusion entre les politiques et la Mafia... Si je suis tué, sachez que ce ne sera pas seulement la Mafia." (Interview à "L'Evénement du jeudi" du 6-12 août 92). C'est clair même pour Oscar Luigi Scalfaro, le nouveau président de la République qui se demandait le 24 mai, devant les députés : "La Mafia seule aurait fait cela ?"

En fait, les accointances entre la Mafia et le monde politique sont connues de longue date. En particulier, les liens étroits entre la Mafia et le politicien italien le plus important au cours des 15 dernières années, Giulio Andreotti, ne sont un secret pour personne. Et en réalité, c'est bien parce qu'ils avaient des complices dans certains secteurs de l'appareil d'Etat (notamment les services de renseignement et de sécurité) que les assassins des trois "représentants de la loi" ont pu opérer aussi facilement.

Ces assassinats ont servi d'occasion à un certain nombre de partis, notamment ceux de gauche, ainsi qu'aux syndicats pour organiser

de grandes manifestations contre le crime organisé et pour un "assainissement de l'Etat". D'une certaine façon, ils tombaient à pic à un moment où la bourgeoisie italienne, comme la plupart de ses consœurs, déchaîne une série d'attaques sans précédent contre les ouvriers (voir article page 4). Ceci dit, il serait erroné de penser que les récents assassinats n'avaient pas d'autre objectif. Même s'ils sont adroitement utilisés par l'appareil d'Etat contre la classe ouvrière, ils contribuent à mettre en relief la crise qui le traverse et à saper son autorité. En fait, ils révèlent de sérieux affrontements politiques en son sein.

LES REGLEMENTS DE COMPTES ENTRE LES FRACTIONS BOURGEOISES

Ces affrontements correspondent à la résistance qu'opposent certains de ces secteurs parmi les plus compromis à la tentative de "rénovation" entreprise par la bourgeoisie italienne pour recrédibiliser les pouvoirs publics. Cette tentative s'est déjà traduite par une série de poursuites contre de nombreux politiciens, notamment à Milan, la grande métropole industrielle, qui était sensée échapper à la criminalité régnant dans le Sud. Cette rénovation s'est également exprimée à la tête de l'Etat par la constitution d'un gouvernement composé d'hommes "neufs" et dont sont absents les "apparatchiks" du passé, en particulier Andreotti. Cependant, ces affrontements entre secteurs bourgeois ne concernent pas seulement des questions de politique intérieure. Les mêmes secteurs qui, aujourd'hui, font les frais de la "rénovation" sont également ceux qui étaient les plus liés aux structures parallèles que l'OTAN et la CIA avaient, avec la complicité des services secrets, mis en place en Italie (comme dans tous les pays d'Europe occidentale) et qui, dans ce pays, avaient pour nom Gladio et

loge maçonnique P2 (liée à la maçonnerie américaine). Et comme l'affirme Orlando : "En Sicile, certains groupes mafieux sont très liés à Gladio... Si l'on prend la peine d'examiner les déclarations des repentis pendant les maxi-procès [contre la Mafia], on constate qu'il existe des liens entre toutes les affaires importantes de l'après guerre, qu'il s'agisse des assassinats d'Aldo Moro [père du "compromis historique"] auquel les Etats-Unis étaient opposés, de Mattarella (héritier spirituel d'Aldo Moro en Sicile), (...) des attentats de la Piazza Fontana [15 morts à Milan en décembre 1969] ou de la gare de Bologna [85 morts en août 1980], des scandales du Banco Ambrosiano [lié au Vatican] et de la P2." Enfin, c'est le même Orlando qui rappelle, ce qui était déjà bien connu, que : "On ne peut comprendre le système mafieux qu'en se reportant un peu en arrière. La Mafia fait partie intégrante de l'histoire de l'Italie. Lorsque les troupes américaines ont débarqué en 1943 en Sicile, elles arboraient un drapeau avec un énorme L. Le fameux bandit italo-américain, Lucky Luciano, demandait ainsi à ses hommes d'aider les Alliés. Ce qui fut fait. Peu après, Lucky Luciano fut libéré (alors qu'il était condamné à cinquante années de prison) pour services rendus à la cause alliée. Il revint en Italie, s'installa à Naples, d'où il organisa pendant plus de dix ans la contrebande de cigarettes et de drogue."

Ainsi, les liens étroits entre la Mafia et l'Etat américain permettent de comprendre la véritable portée des récents assassinats en Italie et des règlements de compte entre les différents secteurs de la bourgeoisie de ce pays. C'est encore Orlando qui nous dit : "La Mafia a été un élément très important de la guerre froide... Ce n'est qu'après la chute du mur de Berlin, après la fin de la guerre froide que l'Italie peut enfin se poser la question mo-

rale." En clair, une des composantes essentielles de ces affrontements est l'antagonisme entre les secteurs de l'Etat qui veulent maintenir une alliance privilégiée avec les Etats-Unis (auxquels la Mafia vient prêter main forte) et les secteurs qui veulent réorienter la diplomatie italienne en faveur de l'alliance "européenne" dirigée par le tandem franco-allemand. Pour la bourgeoisie américaine, l'Italie constitue une position essentielle de son dispositif impérialiste en Méditerranée (ce pays commande le passage entre l'Est et l'Ouest de cette mer et la sixième flotte américaine est basée à Naples). Aussi n'est-elle pas disposée à laisser l'Etat italien prendre ses distances avec elle, maintenant que le "péril rouge", la menace du bloc russe, a disparu. Et pour parvenir à ses fins, elle est prête à utiliser tous les moyens.

Ainsi la même offensive que l'impérialisme US mène aujourd'hui dans les Balkans et particulièrement en Irak pour imposer sa discipline auprès de ses anciens alliés (voir article page 3) trouve un écho dans les affaires criminelles qui agitent l'Italie. Ce n'est pas fait pour surprendre les révolutionnaires qui ont depuis longtemps dénoncé dans la bourgeoisie, tous secteurs confondus, une classe de gangsters. Les politiciens bourgeois qui aujourd'hui, en Italie, ont engagé une lutte "vertueuse" contre la Mafia et ont poussé vers la retraite Andreotti et sa clique ne sont pas plus "propres" que leurs prédécesseurs. Ce qui les distingue, c'est qu'ils préfèrent s'allier avec les gangsters qui gouvernent à Paris et à Berlin plutôt qu'avec ceux de Washington. C'est contre TOUS les gangs bourgeois, contre TOUS les secteurs de la classe dominante que le prolétariat doit développer son combat.

FM

LES "ACTIONS HUMANITAIRES" : UN PRETEXTE POUR JUSTIFIER LA GUERRE

(SUITE DE LA PAGE 1)

tales. En effet, seul ce pays est en mesure, si besoin est, de porter des coups décisifs aux positions serbes avec son aviation envoyée à partir de ses porte-avions qui croisent en Méditerranée. Pour les USA, qui n'ont nullement l'intention de se lancer dans un nouveau Vietnam, leur présence militaire dans cette région du monde ne peut d'ailleurs se concrétiser autrement car il n'est pas question pour eux de s'enliser dans le borbier yougoslave en envoyant des troupes sur le terrain.

Dans ces conditions, il est clair que cette campagne "humanitaire" orchestrée par les USA est une nouvelle offensive de la première puissance mondiale contre ses principaux rivaux impérialistes. Ce que cherchent aujourd'hui les USA, c'est d'abord à mettre en évidence l'impuissance des Etats de la CEE à endiguer le chaos et la barbarie dans leur zone d'influence, afin de prouver une fois de plus, et aux yeux de tous, que, sans les USA, aucune opération de police internationale n'est possible.

Par ailleurs, il s'agit également pour les USA de semer la zizanie entre les différentes bourgeoisies d'Europe, afin d'empêcher que ne se constitue un embryon de bloc impérialiste européen capable de contrer l'hégémonie américaine. En particulier, il fallait que les USA provoquent la discorde au sein de l'alliance entre la France et l'Allemagne. C'est bien pour cette raison que la stratégie US s'est appuyée sur les dissensions entre ces deux Etats pour obliger l'impérialisme français à réviser à la baisse ses prétentions. En effet, malgré leur opposition commune aux USA, la France et l'Allemagne n'ont pas les mêmes intérêts à défendre en Yougoslavie. La France n'a aucun intérêt à voir l'Allemagne chercher à s'ouvrir des portes sur la Méditerranée (comme cette dernière a tenté de le faire en soutenant la Slovénie et surtout la Croatie) puisque l'influence et les positions stratégiques dont elle dispose dans cette partie du monde, et dont son grand voisin est pour le moment privé, constituent un atout pour contrebalancer la puissance de celui-ci. C'est la raison pour laquelle l'Etat français, afin de déjouer les visées impérialistes de l'Allemagne dans les Balkans, a momentanément resserré les rangs derrière les USA et leur fidèle allié, la Grande-Bretagne, en reprenant à son propre compte l'alibi "humanitaire" pour dénoncer les camps de réfugiés (1).

Néanmoins, cette alliance circonstancielle avec les USA contre l'Allemagne n'a pas empêché l'impérialisme français de continuer à jouer sa propre carte et à manifester son opposition aux USA en Yougoslavie. C'est bien ce dont témoignait déjà le fameux voyage de Mitterrand à Sarajevo, fin juin, au lendemain même du sommet européen de Lisbonne, où on a vu la France faire cavalier seul et se vanter d'avoir pu faire ouvrir l'aéroport de Sarajevo afin de permettre l'acheminement de l'aide "humanitaire". En infligeant ce petit camouflet aux autres puissances occidentales, et surtout aux USA (voir "RI" n° 214), Mitter-

rand cherchait surtout à faire entendre que l'Etat français n'a nullement l'intention de se mettre à la queue d'une autre grande puissance, telles l'Allemagne ou les USA. Aujourd'hui, c'est encore ce message qu'il adresse aux USA dans la surenchère "humanitaire" de la France en Yougoslavie. En affichant haut et fort sa présence sur le terrain (tant par l'importance de son aide "humanitaire" que par celle du contingent français, le plus important de la Forpronu), il est clair que c'est un nouveau pied de nez que l'Etat français adresse aux USA. C'est bien pour cela que les USA viennent de répliquer en faisant monter la tension d'un cran avec le soutien de leur allié britannique : suite à la décision de la France d'envoyer 1200 appelés volontaires en Yougoslavie, la Grande-Bretagne annonçait à la mi-août l'envoi de... 1800 hommes en même temps que les USA dirigeaient leur porte-avion "Saratoga" vers l'Adriatique.

Voilà ce que cachent en réalité toutes ces gesticulations "humanitaires" : le territoire de l'ex-Yougoslavie est le théâtre d'affrontements qui dépassent, et de loin, les différentes cliques rivales de la région. Derrière la poursuite de ces massacres, lesquels se sont encore intensifiés au moment de la conférence de Londres (chacun des protagonistes voulant améliorer ses positions sur le terrain), se dessinent des enjeux impérialistes bien plus importants. Les grandes puissances, qui prétendent mener une croisade au nom de la "paix" et de la "civilisation", ne cherchent en vérité qu'à défendre leurs propres intérêts impérialistes dans les Balkans. Ce faisant, elles ne peuvent que continuer à jeter de l'huile sur le feu, à aggraver le chaos sanglant dans cette partie du monde.

IRAK : les USA veulent réaffirmer leur rôle de gendarme du monde

Et ce n'est pas un hasard si, en même temps que se déchaînent, à travers les combats qui ensanglantent l'ex-Yougoslavie, les rivalités impérialistes des grandes puissances, les USA relancent aujourd'hui leur offensive contre l'Irak. La guerre du Golfe, délibérément provoquée par la politique de Bush, avait pour objectif essentiel, comme nous l'avons amplement mis en évidence dans notre presse, de permettre aux USA d'affirmer leur leadership sur le monde, de contraindre en particulier les Etats européens à s'aligner derrière la première puissance mondiale. Face à la tendance au chacun pour soi résultant de l'effondrement du bloc de l'Est, et donc de l'évanouissement de la menace qui rapprochait entre eux les anciens alliés du bloc US contre le camp rival, il fallait que les USA fassent une spectaculaire démonstration de force afin de prévenir toute tentative des autres puissances impérialistes de jouer leur propre carte dans l'arène mondiale. Cependant, l'effet que devait provoquer une telle opération s'est très vite amenuisé : dès le dé-

but de l'été 1991, la politique allemande de soutien à l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie a immédiatement révélé les limites du bénéfice retiré par les USA de leur offensive dans le Golfe. Et depuis un an, la scène impérialiste mondiale n'a cessé d'être marquée par une tendance croissante au chacun pour soi entre les anciens alliés du bloc occidental, comme en témoigne le jeu de la France et de l'Allemagne dans le conflit yougoslave.

C'est bien pour cela que, s'ils veulent pouvoir réaffirmer leur autorité et maintenir leur "ordre mondial", les USA n'ont pas d'autre choix que d'utiliser à nouveau la force militaire. En Yougoslavie, cette politique de la bourgeoisie américaine ne peut être menée qu'en "négatif" (notamment en mettant en évidence l'impuissance des Etats européens dans ce qui constitue leur sphère d'influence), mais en Irak, par contre, le terrain est beaucoup plus propice au déclenchement d'une intervention militaire directe. Voilà le sens qu'il faut donner à cette subite attention que portent les USA aux populations chiites du sud de l'Irak. Alors que, depuis des mois, ces populations se font bombarder et massacrer à tour de bras par l'armée de Saddam Hussein, l'oncle Sam "découvre" soudain qu'il faudrait tout de même s'en préoccuper. Et c'est vraiment le comble de l'hypocrisie que de prétendre aller jouer aujourd'hui les justiciers alors que ce sont les USA et leurs acolytes de l'opération "Tempête du désert" qui, au cours de la guerre du Golfe, ont incité ces populations à se soulever contre le régime baasiste pour les livrer au massacre dès que la guerre s'est achevée.

C'est, en effet, de façon délibérée que tous ces charognards de l'Occident "démocratique" et "civilisé" ont laissé Saddam Hussein faire le nettoyage des poches de rébellion kurde et chiite. D'ailleurs, la bourgeoisie occidentale elle-même ne s'en cache pas : "Ce fut bien une décision délibérée du président Bush de laisser Saddam Hussein procéder à l'écrasement de rébellions qui, aux yeux de l'administration américaine, comportaient le risque d'une libanisation de l'Irak. Un coup d'Etat contre Saddam Hussein était souhaité, mais pas le morcellement du pays." (F. Heisbourg, directeur de l'Institut international d'études stratégiques, cité par "Le Monde" du 17 janvier 1992)

L'alibi "humanitaire" avancé ici est tout aussi répugnant, sinon plus, qu'en Yougoslavie. C'est au nom du sauvetage de la population chiite et de la protection de celle du Koweït que l'administration Bush est en train de préparer un "remake" de la guerre du Golfe : envoi, début août, d'une batterie de missiles Patriot et de troupes au Koweït, manoeuvres navales dans les eaux du Golfe et, surtout, blocus de l'espace aérien du sud de l'Irak, qui constitue une véritable provocation pour Saddam Hussein.

A travers ce nouveau bras de fer entre les USA et Saddam Hussein, ce que vise la première puissance mondiale, c'est avant tout à

montrer aux yeux de tous qu'eux seuls ont les moyens de se faire respecter dans cette région du monde. Et cette nouvelle démonstration de force était d'autant plus nécessaire que l'impérialisme français est en train d'essayer de reprendre pied au Moyen-Orient, comme en témoigne la visite début août du Premier ministre libanais à l'Elysée, de même que le retour d'Amine Gemayel au Liban. C'est bien pour tenter de contrer sa perte d'influence dans la région, qui s'était notamment concrétisée au Liban par l'éviction, lors de la crise du Golfe, du général Aoun, allié de l'Etat français, que ce dernier cherche aujourd'hui à jouer une carte indépendante dans la région.

Par ailleurs, d'autres fractions bourgeoises locales cherchent aujourd'hui à profiter de cette politique de l'Etat français pour tenter, elles aussi, de desserrer l'étau américain (telle l'OLP, qui demande à la France d'être plus présente au Moyen-Orient face à la puissance américaine). La tendance au "chacun pour soi" qui alimente les antagonismes d'intérêts entre les grandes puissances occidentales se répercute immédiatement au Moyen-Orient par les différentes tentatives des Etats de la région de se dégager du corset de fer américain. Il en est ainsi, en particulier, de puissances locales comme la Turquie et l'Iran, qui, en se tournant aujourd'hui vers l'Allemagne et en profitant de l'éclatement de l'URSS, n'ont d'autre ambition que de se constituer un empire régional à partir des anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale.

C'est face à cette situation de remise en cause permanente de leur "nouvel ordre mondial" que les USA, en cherchant à infliger une nouvelle raclée à l'Irak, doivent réaffirmer par la force leur autorité dans la région. Par ailleurs, l'offensive américaine consistant, sous le couvert de l'ONU, à interdire l'accès de l'espace aérien du sud de l'Irak à l'aviation de Saddam Hussein constitue un bon moyen pour les USA de faire rentrer la France dans le rang et de faire parvenir, de façon indirecte, un message d'intimidation à l'Allemagne.

Ainsi, le "nouvel ordre mondial" qui devait surgir avec l'effondrement du bloc de l'Est, caractérisé naguère par Reagan comme étant l'"empire du mal", ne peut être que synonyme d'antagonismes impérialistes et de chaos croissants. Aucune paix, même une "pax americana", n'est désormais possible dans cette foire d'empoigne qu'est devenu le monde capitaliste. Pour pouvoir maintenir leur leadership, les USA n'ont pas d'autre choix que d'utiliser la force militaire de façon répétée. Et cette multiplication de croisades impérialistes ne pourra rien résoudre. Au contraire, toutes les "solutions" proposées par les USA ne peuvent que déboucher sur de nouveaux massacres et sur un chaos encore plus grand.

Au lendemain de l'effondrement du bloc de l'Est, Bush avait annoncé l'instauration d'un "nouvel ordre mondial" dans lequel les antagonismes entre nations allaient céder la place à une "coopération pacifique" de tous les peuples en vue du bien-être et de la prospérité de l'humanité. En quelques mois, cette baudruche s'est dégonflée. Censée imposer une fois pour toutes ce nouvel ordre, la guerre du Golfe de 1991 a seulement débouché sur une nouvelle aggravation des conflits, des massacres, des persécutions et de toutes les calamités qui en découlent comme les famines et les épidémies. La récente conférence de Londres sur la Yougoslavie, malgré le patronage de grandes instances de la "communauté internationale" comme la CEE et l'ONU, n'a pu que confirmer l'incapacité de cette prétendue "communauté" à surmonter le déchaînement des conflits et de la barbarie guerrière, y compris au coeur de l'Europe. Cette perspective d'enfoncement de toute la planète dans une barbarie de plus en plus effroyable est une illustration de la faillite irrémédiable du capitalisme. La gravité de la situation mondiale, les enjeux dramatiques qu'elle contient, le prolétariat doit en prendre pleinement conscience car lui seul est capable de renverser le capitalisme avant que, dans son agonie sanglante, ce système n'emporte toute l'humanité.

Camille (28.8.1992)

SOMALIE

Quand la famine en Afrique ouvre les appétits des grands requins impérialistes

■ Qui d'entre nous n'a pas eu envie de fermer brutalement son poste de télévision, quand, de préférence à l'heure du repas, nous sont imposées ces images insoutenables, de tous ces hommes, femmes, enfants condamnés à mourir de faim dans des conditions effroyables en Somalie. Depuis le début de l'été, journaux télévisés sur journaux télévisés nous distillent ces images d'une horreur sans nom, la réalité sordide d'un monde qui condamne à la famine des dizaines de millions d'hommes en Afrique alors que, dans les zones les plus développées de la planète, on détruit des stocks gigantesques de produits alimentaires et on subventionne les paysans pour produire moins de nourriture ! Mais si on nous abreuve de ces images de la famine en Somalie qui d'ores et déjà menace de tuer les deux tiers de la population, c'est pour que nous nous retrouvions tous solidaires des soi-disant grandes "opérations humanitaires" décidées récemment par les grandes puissances, dont la France, avec à sa tête son plus éminent globe-trotter dans ce type d'affaires, l'ineffable Kouchner. C'est chacun de nous qui doit se mobiliser derrière les efforts du gouvernement français à travers les collectes d'argent, l'envoi de volontaires, de médecins, etc...

Mais que cache en réalité tout ce battage "humanitaire" de la bourgeoisie occidentale ? Certainement pas une compassion ou un quelconque élan de générosité pour ces millions d'êtres humains condamnés à la mort. Non ! Cette grande opération "humanitaire" n'est rien d'autre qu'une nouvelle tartufferie, un prétexte mis en avant par les grandes puis-

sances pour défendre leurs sordides intérêts de brigands impérialistes dans cette partie du monde. Comme nous l'avons déjà montré dans les colonnes de notre journal en mai 92 (cf. RI 212), la corne de l'Afrique est devenue pour les USA, depuis la chute du régime de Mengistu en Ethiopie en mai 91 (le bras armé de l'ex-URSS dans cette région) un enjeu stratégique de première importance pour le contrôle du Moyen-Orient. En cherchant, sous couvert d'opération humanitaire déclenchée par l'ONU, à prendre pied en Somalie, ce que visent aujourd'hui les USA, c'est avant tout à expulser l'impérialisme français de ses positions en Afrique (notamment sa base militaire de Djibouti), afin de réduire toujours plus son influence sur les pourtours de la Méditerranée. Après le Tchad, après Djibouti, après l'Algérie où très récemment l'assassinat du président algérien Boudiaf n'est qu'un épisode de l'entreprise de déstabilisation menée par les USA dans ce pays via le FIS, c'est maintenant au tour de la Somalie d'être l'enjeu de cette offensive américaine face à l'impérialisme français. Jusqu'à présent, des dizaines de milliers de somaliens pouvaient crever de faim ou sous la mitraille des bandes armées locales, nos bonnes âmes humanitaires s'en souciaient comme d'une guigne ! Comme le reconnaissait d'ailleurs cyniquement un diplomate français, une telle "indifférence" était due au fait que "La Somalie n'a pas d'impact médiatique ni d'incidence de politique intérieure, même si la situation de la corne de l'Afrique est inique" (Cité par "Libération" du 29/7). Et c'est bien parce qu'aujourd'hui, avec l'exacerbation des

tensions entre les grandes puissances, ce pays a "une incidence de politique extérieure" qu'on peut se pencher sur le sort de sa population. Et pour masquer les véritables enjeux de son entreprise humanitaire, la bourgeoisie peut faire confiance aux "accents de sincérité" du sinistre Monsieur Kouchner qui, après un voyage de deux jours en Somalie, déclarait début août : "Je n'ai jamais rien vu de pire depuis le Biafra... J'ai rencontré l'enfer sur terre !" (cf. "Libération" du 7/8/). Plus hypocrite et répugnant que moi, tu meurs !

Ainsi, on a pu assister à une véritable course de vitesse entre la France et les USA pour savoir lequel des deux mettra le premier le pied sur le terrain. C'est la France qui, la première, annonçait l'ouverture d'un pont aérien depuis Djibouti pour acheminer l'aide alimentaire, et appelait l'Europe toute entière à se mobiliser... face aux USA qui établiront, eux, leur propre pont aérien une semaine plus tard avec une capacité de livraison presque mille fois supérieure à celle de la France !

Cette foire d'empoigne entre les grands ne peut que s'exacerber dans cette région du monde, aggravant et intensifiant le chaos à travers la poursuite des guerres fratricides, condamnant les populations locales à des exterminations massives. En Somalie, comme en Irak, comme en Yougoslavie et dans toutes les zones stratégiques de la planète, ce sont toujours les populations civiles qui sont les otages des appétits insatiables des différents gangs impérialistes.

Gilda (29/08/92)

(1) Et pendant que cette campagne fait rage aux USA, en France et en Grande-Bretagne, on assiste par contre, en Allemagne, à un gigantesque battage médiatique sur l'aide aux réfugiés croates, que le gouvernement Kohl accueille les bras grands ouverts (actuellement ce sont déjà 250 000 réfugiés qui sont arrivés en Allemagne). En jouant la carte des réfugiés, c'est encore au nom de l'aide "humanitaire" que la bourgeoisie allemande essaie elle aussi de défendre ses intérêts impérialistes. Car ces réfugiés croates, elle compte bien pouvoir s'en servir un jour comme masse de manoeuvre capable de défendre les intérêts de leur terre d'accueil dans l'ex-Yougoslavie.

AVEC L'ACCELERATION BRUTALE DE LA CRISE AU COEUR DU CAPITALISME...

■ Comme une litanie, la bourgeoisie américaine plongée dans la campagne électorale pour le renouvellement de la présidence, ne cesse de répéter sur tous les tons : "la fin de la récession est pour bientôt, la reprise de la croissance est là qui se profile à l'horizon". Depuis plus de deux ans que le même discours est tenu, il commence singulièrement à s'user devant la réalité têtue des faits, la reprise n'est pas aux rendez-vous que lui fixe périodiquement le président Bush. Au contraire, la situation ne cesse de s'aggraver.

La récession au coeur du monde capitaliste

L'été 1992, de ce point de vue, a été meurtrier pour les illusions sur la reprise. Aux USA, après une année 1991 calamiteuse, la bourgeoisie a crié victoire trop tôt à la suite d'un premier trimestre 1992 où la croissance s'est rehaussée à 2,7%. Elle a dû déchanter rapidement en affichant, pour le deuxième trimestre, un piteux 1,4% de croissance qui annonce une replongée vers des chiffres négatifs pour la fin de l'année. Mais ce ne sont pas seulement les USA, la première puissance économique mondiale, qui ne parviennent pas à relancer. Les deux puissances économiques qui, jusqu'à présent, étaient présentées comme les exemples même de la bonne santé capitaliste, le Japon et l'Allemagne, sont à leur tour en train de s'embourber dans les affres de la récession avec des taux de croissance qui déclinent irrésistiblement. Dans ces deux pays, les perspectives sont révisées à la baisse pour l'année 1992 et la croissance espérée ne dépasse pas 2%. En Allemagne occidentale, de juin 1991 à juin 1992, la production industrielle a diminué de 5,7%. Au Japon, de juillet 1991 à juillet 1992, la production d'acier a chuté de 11,5% et celle de véhicules motorisés de 7,2%. L'ensemble du monde industrialisé est dans la même situation et l'économie mondiale est sous le choc. Tout le système est fragilisé et les symboles classiques du capitalisme, les bourses, les banques et le dollar, se sont retrouvés cet été au coeur de la tempête. Le Kabuto-Cho, la bourse de Tokyo, qui, en 1989, à son plus haut niveau, avait dépassé en importance Wall Street, a atteint le fond en août avec une décote de 69% par rapport à cette période, rejoignant son niveau de 1986.

Des années de spéculation ont été effacées et des centaines de milliards de dollars évaporés. Les places boursières de Londres, Francfort, Paris ont, dans la foulée, perdu de 10 à 20% depuis le début de l'année. Les banques et assurances, qui ont alimenté la spéculation dans les années 80, payent les pots cassés ; les bénéficiaires sont en chute libre, les pertes s'accumulent et les faillites se multiplient partout dans le monde. Les célèbres Lloyds sont au bord de la banqueroute. Le roi-dollar a accéléré sa dégringolade durant l'été, atteignant son niveau le plus bas vis-à-vis du Deutschemark depuis que celui-ci a été créé en 1945, ébranlant l'équilibre du marché monétaire international. Ce qui paraissait être, aux feux de la propagande euphorique des années 80, le symbole de la vigueur et du triomphe du capitalisme est devenu celui de sa faillite.

Il paraît bien loin le temps où le capitalisme occidental s'enorgueillissait de l'effondrement économique et politique de son grand rival de l'Est et clamait, à cette occasion, la victoire définitive du capitalisme "libéral". La faillite du capitalisme à l'Est, loin de signifier celle du communisme qu'il n'était pas, a au contraire été la démonstration des contradictions insurmontables qui minent l'économie capitaliste sous quelque forme qu'elle se présente. Cette faillite retentissante du modèle stalinien du capitalisme d'Etat était au contraire la manifestation de l'approfondissement de la crise mondiale. Elle annonçait l'aggravation des effets de la crise au coeur du monde industriel le plus développé, là où se concentre l'essentiel de la production mondiale, là où se cristallisent de la manière la plus aiguë les contradictions insurmontables de l'économie capitaliste.

Depuis plus de vingt ans que la crise s'approfondit, masquer le fait que celle-ci est insurmontable dans le cadre de l'économie capitaliste, est un thème permanent de la propagande bourgeoise. C'est pour cela, qu'alors même que la récession est là, la bourgeoisie ne cesse de clamer que la reprise est pour bientôt, que la récession est comme la nuit qui succède au jour et que finalement, inéluctablement, le soleil de la croissance pointera de nouveau à l'horizon. Bref, qu'il n'y a rien là que de très normal.

Mais la réalité est là qui balaie toutes les illusions. Trois années d'échec à relancer

l'économie ont semé le doute, dans les milieux industriels et financiers. La panique commence à poindre.

Une relance impossible

La récession ouverte qui se développe depuis plus de deux ans au coeur du capitalisme le plus industrialisé est qualitativement différente des phases de récession qui, depuis le début de la crise à la fin des années 1960, ont chaque fois été suivies de périodes de reprise. Les artifices économiques qui ont permis les relances précédentes se révèlent maintenant inefficaces.

Les USA ont procédé cet été à la 22^e baisse successive du taux d'escompte sur le dollar, qui a ainsi été ramené depuis le printemps 1989 de 10 à près de 3%. C'est-à-dire au niveau de l'inflation ! Cette politique de crédit facile n'a pourtant donné aucun résultat.

Les diverses relances qui ont été faites depuis la fin des années 1960 ont été financées à crédit, des traites ont été tirées sur le futur qui, aujourd'hui, ne peuvent plus être payées. Les USA qui ont été le moteur de la relance à la Reagan se retrouvent aujourd'hui avec une dette interne de 12 000 milliards de dollars et externe de 800 milliards de dollars. Mais comme pour les pays sous-développés il y a dix ans, se pose aujourd'hui la question de la solvabilité des USA. Avec la récession, les banques qui ont prêté à tour de bras durant des années sont confrontées à des impayés de plus en plus massifs, les faillites d'entreprises s'accumulent laissant des ardoises qui se chiffrent parfois en milliards de dollars. L'effondrement de la spéculation boursière et immobilière aggrave encore plus les bilans qui virent au rouge, les pertes s'accumulent et les trésoreries sont exsangues. Bref, les banques ne peuvent plus prêter. La relance par le crédit n'est plus possible, ce qui revient à dire tout simplement que la relance tout court est impossible.

La baisse du taux d'escompte sur le dollar ou le yen a d'abord servi à restaurer les marges de profit des banques américaines et japonaises, évitant ainsi une implosion catastrophique du système bancaire international. La politique de baisse des taux ne parvient plus à permettre une relance, elle ne peut que freiner la chute.

Limiter les dégâts, freiner la plongée dans

la catastrophe, la classe dominante n'a plus d'autre perspective. Dans une situation où les marchés se restreignent comme peau de chagrin, faute de crédit, la recherche de la compétitivité à coup de programmes d'austérité de plus en plus draconiens pour développer les exportations, est devenu le leitmotiv de tous les Etats. Le marché mondial est déchiré par la guerre commerciale où tous les coups sont permis. La politique des USA illustre particulièrement cette tendance : coups de poing sur la table de négociation du GATT, création d'un marché privilégié et protégé avec le Mexique et le Canada, associés autant de force que de gré, baisse artificielle du cours du dollar pour doper les exportations. Cependant cette guerre commerciale à outrance ne peut qu'aggraver encore la situation, déstabiliser toujours plus le marché mondial. Cette dynamique de déstabilisation est encore renforcée par le fait qu'avec la disparition du bloc de l'Est, la discipline que les USA pouvaient imposer à ses ex-partenaires impérialistes, mais principaux concurrents économiques, a volé en éclats. La tendance est à chacun pour soi. Les dernières aventures du dollar sont parfaitement illustratrices de cette réalité. La politique américaine de baisse du dollar s'est heurtée à la politique allemande de taux élevé, car l'Allemagne, confrontée au risque d'une flambée inflationniste à la suite de sa réunification, joue sa propre carte. Résultat, la spéculation mondiale s'est portée massivement sur le mark, contre la monnaie américaine, et les banques centrales dans l'affolement général ont eu toutes les peines du monde à stabiliser la dégringolade incontrôlée du dollar. L'ensemble du système monétaire international s'en est trouvé ébranlé. Ce coup de semonce annonce clairement les tremblements de terre à venir. D'un certain point de vue, jusqu'à présent, la classe dominante est parvenue à limiter les dégâts en freinant la récession, en évitant un ébranlement trop brutal du tissu économique capitaliste, mais même cette politique n'est plus possible. Les événements économiques de l'été 1992 montrent que la perspective, loin d'être à une reprise de la croissance mondiale, est à une accélération de la chute dans la récession et à un ébranlement brutal de tout l'appareil économique et financier du capital mondial.

JJ (27/08/1992)

...C'EST ENCORE PLUS DE MISERE ET DE CHOMAGE POUR TOUTE LA CLASSE OUVRIERE

■ Dans tous les pays développés, la bourgeoisie met sur pied des programmes d'attaques d'une envergure sans précédent contre la classe ouvrière. Aggravation des conditions de travail, augmentation des cadences, baisses drastiques des salaires, augmentation des cotisations sociales, détérioration croissante des conditions de vie, licenciements massifs.

Sous prétexte de s'aligner sur les critères des accords de Maastricht, tous les pays signataires ont programmé des limitations strictes des dépenses de l'Etat. Tous les Etats européens ont adopté des coupes claires dans tous les budgets sociaux (santé, retraites,...) comme dans la fonction publique et ce sont les travailleurs qui en feront principalement les frais.

Le chômage au coeur des attaques anti-ouvrières

Avec les charrettes de licenciements qui déferlent dans toute l'Europe, au centre-même du capitalisme, la question du chômage devient de plus en plus le problème crucial auquel est confrontée brutalement la classe ouvrière des pays développés. Ainsi, sous le drapeau bleu étoilé de la communauté européenne, plus de 53 millions de gens, sans travail, vivent déjà en-dessous du seuil de pauvreté, subissant la paupérisation la plus violente, sans espoir de retrouver des conditions de vie décentes. Et alors que la bourgeoisie internationale se débat dans les affres de la récession qui ne cesse de s'approfondir, le chômage a augmenté jusqu'à des taux records ces deux derniers mois.

Signe caractéristique des temps, on voit aujourd'hui les pays les plus forts renforcer leurs programmes d'austérité et multiplier les licenciements massifs dans tous les secteurs, en particulier les secteurs de pointe.

En Allemagne, unique pays d'Europe à pouvoir prétendre il y a peu encore à une toute relative santé économique, et où les illusions sur une relance grâce à la réunification se sont vues définitivement éliminées en moins d'un an, l'emploi s'est de nouveau dégradé au mois de juillet, après l'accélération du début de l'année : ainsi, le chômage atteint 6% en Allemagne de l'ouest

(contre 5,6% en juin), et 14,6% dans l'ancienne RDA (contre 13,8% en juin).

En Grande-Bretagne, où le taux de chômage est l'un des seuls à ne pas avoir grimpé en juillet, la succession de faillites rapides, comme dans le secteur du tourisme, et la terrible dépression enregistrée dans l'industrie vont se traduire par des licenciements massifs : 300 000 emplois seront supprimés d'ici la fin de l'année dans le secteur du bâtiment.

En Italie, le chômage explose littéralement, avec déjà près de neuf millions de personnes qui sont considérées comme "pauvres", et d'ici la fin de l'année, le Ministère du Travail prévoit de 70 000 à 100 000 suppressions d'emplois dans l'industrie.

En Suède, un chiffre record a été atteint en juillet. Pour la première fois, la barre des 300 000 sans emploi a été dépassée, ce qui ne s'était jamais vu depuis les années 30.

Des attaques sans précédent contre toutes les conditions de vie ouvrières

Et c'est sous tous les angles, dans toutes leurs conditions de vie, que les ouvriers sont attaqués. Ainsi, en Italie, le gouvernement a supprimé purement et simplement l'échelle mobile des salaires, suppression adoptée par tous les syndicats sans exception, et saluée par l'ensemble de la bourgeoisie comme "historique, révolutionnaire, marquant la fin d'une époque" ! Ottaviano Del Turco, secrétaire général adjoint de la CGIL, appelait même ouvertement les ouvriers à accepter cette mesure car il leur fallait "prendre en compte la compatibilité entre les revendications salariales et les grands équilibres économiques". Les salaires ne seront donc plus indexés sur le taux d'inflation (actuellement de 5,7%), mais, de plus, ils seront "gelés" dans le secteur privé. Les travailleurs italiens devraient se contenter d'une seule augmentation fixée à 100F... répartis sur treize mensualités pour 1993 !

En Espagne, où près du quart de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, le plan de mesures adopté par le gouvernement "socialiste" à la faveur de l'été, constitue la pire attaque connue depuis les années 40 :

- augmentation des impôts sur le revenu à raison d'environ 2% supplémentaires par

mois. Comme elle est décrétée applicable à compter de janvier 92, la fiche de paie des mois d'août ou septembre sera donc carrément grévée de 20% ;

- la TVA sur tous les produits passera de 13% à 15%.

Quant aux prestations sociales des travailleurs espagnols, elles vont subir une terrible dégradation : taxation des urgences dans les hôpitaux, réduction de la liste des médicaments pris en charge par la Sécurité Sociale, et paiement de leur poche, par les retraités, de 40% du prix des médicaments. Dorénavant, les 15 premiers jours d'arrêt maladie seront pris en charge par l'entreprise au lieu de l'Etat, ce qui signifie un contrôle et une pression renforcés sur les ouvriers pour "les dissuader de tomber malades". Cette mesure qui, comme les autres, vise à réaliser des économies sur le dos des travailleurs, prépare en douceur une suppression de toute allocation en matière de santé.

Or, Gonzalez, Premier ministre "socialiste", a déjà annoncé que de nouvelles mesures choc devraient être prises à partir de septembre sous la forme de réduction des indemnités de licenciements, nouvelles taxes sur la Sécurité Sociale, blocage des salaires, mobilité géographique de la force de travail, etc.

Une telle attaque de front contre l'ensemble de la classe ouvrière en Europe n'est pas conjoncturelle, comme on voudrait nous le faire croire ; ce n'est pas non plus exclusivement la perspective de Maastricht qui dicte sa loi au capitalisme européen. La raison profonde de ce train de mesures, c'est la faillite globale et totale du système capitaliste et l'enfoncement inexorable du capitalisme dans une crise économique qui ne peut plus laisser de répit aux masses d'ouvriers toujours plus soumis à l'austérité et à la misère grandissantes.

MO

QUELQUES LIBRAIRIES OU L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI :

- ANGERS : "Contact", rue Lepneveu
- BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste-Catherine
- BREST : "Maison de la Presse", 64, rue Jean-Jaurès
- CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvère", 3, rue de l'Ente
 - . Librairie Jean Rome, 1, rue des Gras
 - . Maison de la Presse, place de Jaudé
- DIEPPE : Maison de la Presse, 102, Grande rue.
- DUNKERQUE : Maison de la Presse, 34, rue Poincaré
- GRENOBLE : "Le Sphinx", 6, rue Brocherie
 - . "L'encre sympathique" rue St-Laurent
- LAVAL : "Point presse", Centre Cial La Mayenne
 - . Maison de la Presse, place de La Trémoille
- LE HAVRE : "Presse des Halles", 27, place des Halles-Centrales
- LILLE : "Galerie", 57, rue de Béthune
 - . Café-restaurant "Le Rainbow", 17, rue du Mal-de-Lattre-de-Tassigny (place de Strasbourg)
- LYON : "La Gryphe", 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e)
 - . "La Proue", 15 rue Childebert (2^e)
- MARSEILLE : "Odeur du Temps", 35, rue Pavillon (1^e)
 - . "Le Temps de Vivre", 54, la Canebière (1^{er})
 - . Maison de la Presse, quai de Stalingrad, (La Ciotat)

- MELUN : "La Porte Ouverte", 19, rue du Gal-de-Gaulle
- MONTAUBAN : Maison de la Presse, rue de la République
- MONTPELLIER : "La Brèche", rue de l'Université
- NANTES : "Vent d'Ouest", 5, pl. du Bon-Pasteur
 - . "Tabacs, Presse", 9, rue de Budapest
 - . "Lanoë", 2, rue de Verdun
 - . "Librairie des Boulevards", 20, bd des Anglais
- NICE : "Le Temps de Vivre", 50 bd de la Madeleine
- ORLEANS : "Temps Modernes", rue Notre-Dame-de-la-Délivrance
- PARIS : "L'Herbe Rouge", 1 bis, rue d'Alésia (14^e)
 - . "Parallèles", 47, rue St-Honoré (1^{er})
 - . "FNAC" Forum des Halles (1^{er})
 - . "L'Harmattan Europe", 21 bis, rue des Ecoles (5^e)
 - . "La Boulangerie", 67, rue de Bagnue (Montrouge)
- SAINT-NAZAIRE : "Le Temps de Vivre", 71, rue Jean-Jaurès
- TOULON : Hall de Presse, bd Mal-Leclerc
- TOULOUSE : "Toulouse Presse", 60, rue Bayard
 - . "FNAC", 1 bis, place Occitane
 - . "Les Arcades", place du Capitole
- TOURS : "Le Livre d'occasion", 107, rue Colbert

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous sommes répertoriés sous le n°ISSN 0336 464 X.

Mesures de "sauvetage" de l'UNEDIC UNE ATTAQUE INOUIE CONTRE TOUTES NOS CONDITIONS DE VIE

■ Il est déjà loin, le discours de Bérégovoy où le Premier ministre jurait ses grands dieux qu'il ferait tout son possible pour maintenir le nombre des chômeurs au-dessous des 10 % de la population active, et pourtant, il ne date que d'il y a trois mois ; depuis lors, les licenciements n'ont cessé de pleuvoir. Et c'est justement aux chômeurs que le PS a réservé le plus fort de son action "sociale". Non seulement le nombre des chômeurs "officiels" a augmenté, mais encore l'attaque que le gouvernement "socialiste" vient de mettre en place contre ceux-ci à travers le "sauvetage de l'UNEDIC" manifeste une férocité sans précédent depuis les années 30.

Et c'est en l'assortissant des mensonges les plus crapoteux sur le sauvetage de l'assurance chômage et sur la "solidarité sociale" que ces défenseurs-nés du capital veulent faire avaler la pilule aux prolétaires !

En réalité, il s'agit pour l'Etat de réduire le coût grandissant que représente le chômage, d'une part en réduisant de façon draconienne les subventions allouées aux chômeurs, d'autre part en faisant payer une proportion toujours plus importante de ces subventions aux ouvriers qui ont encore du travail.

Une attaque féroce contre tous les ouvriers au chômage

Il s'agit là d'une attaque de grande ampleur qui ne frappe pas que les seuls chômeurs, mais toute la classe ouvrière. Avec les mesures concernant l'UNEDIC prises le 18 juillet, le gouvernement PS vient une fois de plus de démontrer toute la teneur de ses discours sur la "solidarité sociale" : écraser toujours plus l'ensemble de la classe ouvrière, lui faire supporter avec toujours plus de brutalité le prix de la crise économique du capital en la pressurant au maximum.

Déjà, dès 1983, les "socialistes" avaient fait mieux que la droite contre les chômeurs en instituant une dégressivité accélérée des allocations chômage, alors que l'allocation dite de base, elle, diminuait. La "réforme" de l'UNEDIC, soutenue par la CFDT, aggrave ces mesures et, de ce fait, enfonce encore plus sous l'eau la tête des centaines de milliers d'ouvriers qui ne trouvent du travail qu'occasionnellement.

Alors qu'auparavant, il suffisait d'avoir travaillé trois mois dans l'année pour avoir droit à l'allocation de base, il faut à présent, pour en bénéficier, avoir travaillé au moins quatre mois lors des huit derniers mois. Ce n'est évidemment pas un hasard quand on sait que les divers contrats à durée déterminée, de plus en plus courants, offerts par le patronat et le gouvernement ne dépassent jamais trois mois consécutifs !

Ainsi encore, dans le nouveau système, un chômeur ayant cotisé six mois au cours des douze derniers n'aura plus droit qu'à sept mois d'indemnisation alors qu'auparavant, il en bénéficiait de quatorze. Et encore ses trois derniers mois d'indemnisation seront-ils soumis à un taux dégressif, pouvant aller jusqu'à représenter une diminution de 25%.

Le même type d'attaque concerne ceux des chômeurs qui ont eu la chance d'une plus grande stabilité d'emploi avant de se retrouver à la rue. Il fallait hier avoir travaillé douze mois au cours des derniers vingt-quatre pour avoir droit à trente-cinq mois d'allocation, dont seize de fin de droits payés une misère. A présent, quatorze mois sont nécessaires pour être indemnisés pendant trente mois, selon des modalités différentes en fonction de la tranche d'âge. Les plus de cinquante ans seront encore un peu plus poussés vers la préretraite, comme dans le bâtiment, où la bourgeoisie leur propose un (presque)

demi-salaire... pour encadrer les jeunes en formation !

Mais ce n'est pas tout, car les chômeurs sont invités à augmenter leur participation au financement du droit à la retraite. Ils cotiseront désormais à hauteur de 3 % de leur allocation perçue, au lieu de 2 % auparavant.

Cognant sans relâche, le gouvernement a porté de trois à sept jours le délai de carence, c'est-à-dire la période pour laquelle, après avoir perdu leur emploi, les ouvriers ne recevront aucune indemnisation, économies obligées !

Les chômeurs qui ne disposent que du RMI vont voir pour leur part passer leurs indemnités de 3100 F (perçues lorsqu'ils effectuaient un contrat emploi solidarité) à 2550 F.

Cet ensemble de mesures, du fait de la misère dans laquelle il va enfoncer inexorablement toute une partie de la classe ouvrière, sans espoir pour elle d'en sortir, est directement la cause de l'exclusion sociale à grande échelle que le gouvernement prétend hypocritement combattre.

Mais la réforme ne s'arrête pas là. Elle passe tout au peigne fin, afin que nulle possibilité d'économies ne lui échappe.

Dans la situation d'une "rupture de contrat négociée", autrement dit d'un de ces licenciements où le patron offre de prétendues conditions avantageuses pour son employé, le fameux délai de carence sera établi à vingt jours, si bien que le travailleur licencié ne recevra aucun droit pour ses trois premières semaines de chômage. Pour "certains" cas de démission, et on sait combien les patrons savent faire partir "volontairement" leurs salariés en leur rendant la vie impossible, l'indemnisation ne pourra prendre effet qu'au bout de quatre mois !

Comme si ces véritables coups de massue ne suffisaient pas encore, les chômeurs seront impitoyablement fliqués : une convention de gestion va être signée entre l'UNEDIC et les deux organisations patronales du secteur du travail temporaire (l'UNETT et le PRO-MATT), afin de rapprocher les informations dont disposent ces entreprises sur les périodes de travail des salariés intérimaires et le fichier de ceux qui touchent des allocations des ASSEDIC. Ainsi, les quelques malheureuses heures travaillées par ci par là et non déclarées à l'ASSEDIC pourront-elles constituer motif à radiation !

Une attaque contre toute la classe ouvrière

Il est clair que toutes ces mesures prennent un poids et un sens bien particulier aujourd'hui, dans une période où le chômage dit partiel, qui touche une partie grandissante de la population, a triplé l'an passé, passant des 430 000 officiels de 1990 à 1,5 million de salariés en 1991. Ceux-ci viennent s'ajouter aux trois millions de chômeurs, auxquels il faut encore ajouter les centaines de milliers d'ouvriers jetés à la rue, et qui n'existent plus pour aucune statistique officielle.

Cette "réforme", en faisant peser sur les chômeurs une partie du déficit de l'UNEDIC, va également permettre au gouvernement de faire baisser le chiffre du chômage, en radiant des listes un nombre toujours plus important de chômeurs laminés, écrasés sous le poids de conditions de vie harassantes, écoeurés de tout, réduits à la misère, à l'assistanat ou à la mendicité.

Mais ce ne sont pas les seuls chômeurs qui vont payer la note ; les ouvriers au travail,

(SUITE PAGE 6)

REFERENDUM SUR MAASTRICHT Encore une campagne pour désarmer les ouvriers

■ Voilà déjà plusieurs mois que la bourgeoisie des différents pays d'Europe se démène autour du traité de Maastricht et de sa ratification. En France, ce "grand enjeu européen", dont on rebat les oreilles des prolétaires du vieux continent, tourne carrément à la fanfare assourdissante. La mobilisation de la classe dominante a rarement été aussi massive. Pas un de ses partis, pas une de ses fractions organisations, institutions ou autres, ne manquent à l'appel. Pas un de ses moyens, pour "informer" et intéresser les "citoyens" à la "construction de l'Europe", n'a été délaissé. On a eu droit il y a quelques temps, souvenons-nous, à la diffusion massive de l'imbuvable texte du traité, sans parler des commentaires sans fin qui en étaient faits dans le moindre organe de presse bourgeois ou dans des débats sur les chaînes de télévision. Depuis que la campagne pour le référendum s'est engagée, ce battage idéologique de la bourgeoisie est permanent : des comités se créent partout, à gauche, à droite, et même des comités qui réunissent des "personnalités" des deux bords ; les meetings se multiplient dans tous les coins et recoins de l'Hexagone, jusque sur les plages ; tous les grands ténors de la politique mouillent leur chemise pour rameuter les foules, qui pour le "oui" au traité de Maastricht et à l'"avenir radieux qu'il promet", qui pour le "non" parce qu'"il faut rejeter les menaces qu'il fait peser sur la souveraineté française".

Pensez-donc, disent-ils, il en va de l'avenir du sort de nos enfants, de celui des générations futures ! Et l'enjeu est tellement historique, à les en croire, qu'il ne pouvait passer sans l'"assentiment du peuple" à travers un référendum.

Ce dont il faut être sûr, c'est qu'ils sont tous d'accord pour détourner les ouvriers de ce qui les préoccupe vraiment, c'est-à-dire la dégradation incroyable de leurs conditions de vie que leur font subir aujourd'hui le gouvernement socialiste et le patronat (voir l'article sur les attaques en France) et les mobiliser pour le référendum du 20 septembre. Et tous les arguments sont bons pour cela. Les défenseurs de Maastricht cherchent à appâter le citoyen en promettant bien sûr une Europe "havre de paix, de prospérité et de liberté" (voir "RI" n° 214 et article dans ce numéro), une Europe qui pourrait "répondre à tous les problèmes". Selon certains de ces baratineurs, comme Delors ou Kouchner, même les massacres actuels en Yougoslavie n'auraient pas eu lieu si cette Europe-là avait déjà existé. Quant aux tenants du "non", c'est, paraît-il, pour nous éviter les pires calamités qu'ils nous appellent à nous mobiliser et à voter.

Et pour faire que les ouvriers se sentent concernés et tombent en masse dans le piège, la bourgeoisie sort, à la veille de la consultation, une série de sondages qui maintiennent un "suspense insoutenable". Il faut en effet

"convaincre", parce qu'ils sont encore très nombreux (plus de 40 %), les hésitants et surtout les indifférents et les abstentionnistes.

Mais cette opération ne saurait totalement fonctionner sans la précieuse contribution des fractions de gauche dans l'opposition, qui, du PCF aux anarchistes en passant par la gauche du PS et les trotskistes, viennent lui apporter leur caution "radicale" et trompeusement ouvrière.

Ainsi, le PCF a mis toutes ses forces en branle pour participer au concert général de la classe dominante et il compte faire de sa prochaine fête de "L'Huma" un sommet dans sa mobilisation pour la participation au référendum. Il braille encore plus fort que Le Pen et Pasqua contre le traité de Maastricht, à ceci près que, lui, le fait prétendument au nom des intérêts de la classe ouvrière. Pour la crapule stalinienne, il faudrait que les ouvriers se mobilisent pour faire barrage à la "violation de la souveraineté nationale", et pour empêcher la France de "devenir une succursale régionale de la Bundesbank et le fournisseur nucléaire de l'hégémonie allemande". Voilà comment, fidèle à sa tradition, le parti de la place du Colonel-Fabien s'efforce en prime d'amener les ouvriers à identifier leurs intérêts à ceux du capital national, et de leur insuffler la haine nationaliste dont il s'est fait le champion tout au long de sa sinistre histoire.

Quant aux autres protagonistes et prétendus défenseurs du point de vue des ouvriers dans cette mascarade, ils se reconnaissent pour l'essentiel dans la version plus "soft" patronnée par la LCR et son manifeste "Un 'non' de gauche, pour l'Europe, contre Maastricht". Ces gens-là prennent bien garde de ne pas trop donner dans le registre chauvin du PCF. A preuve, ils sont "pour l'Europe", mais alors une "bonne Europe", non pas l'"Europe de la monnaie et des marchandises", ni "celle des banquiers et des juges", mais "celle des femmes et des hommes", "celle des citoyens". En gros, ils nous font, en encore plus démagogique, le même coup du "havre de paix" et la suite que les partisans du "oui", semant la même illusion sur la possibilité pour le capitalisme de dépasser ses contradictions et même, carrément, de devenir autre chose qu'une société "de la monnaie, des marchandises, des banquiers et des juges" !

Mais ce que visent surtout ces acharnés du bulletin de vote, c'est persuader les ouvriers que l'issue du scrutin les concerne eux tout particulièrement, en présentant l'Europe de Maastricht comme la future responsable des attaques anti-ouvrières à venir : austérité accrue, chômage massif, diminution des dépenses sociales, destruction du tissu industriel, abandon des législations sociales, etc. Comme si la crise mortelle du capitalisme avait attendu Maastricht pour déchaîner ses ravages. Comme si les bourgeois du monde entier n'étaient pas par excellence

toujours d'accord entre eux pour faire payer à la classe ouvrière les conséquences de cette crise, sans avoir besoin de signer un traité pour cela. Comme si la récession qu'on nous brandit comme une conséquence inévitable de Maastricht n'était pas déjà une réalité criante dans tous les pays développés, comme si, "marché unique" ou pas, la guerre commerciale à outrance que se font les états nationaux n'impliquait pas déjà pour la classe ouvrière des sacrifices toujours plus insupportables. De ce point de vue, le discours de ces tenants d'un prétendu "non internationaliste à Maastricht" aboutit exactement au même résultat que celui du PCF : il prépare le terrain pour demain. Au moment où la bourgeoisie fera pleuvoir ses attaques, les "lois européennes" seront un bouc émissaire tout trouvé pour pousser les ouvriers à se tromper de cible, et à marcher sous le drapeau de la défense du capital national, derrière leur propre bourgeoisie, contre les sacrifices imposés par les "autres".

Et les trotskistes de Lutte Ouvrière (LO) là-dessus ? D'ordinaire si prompts à apporter leur caution radicale à la mascarade électorale, ils ont aujourd'hui décidé de boudier les urnes. Se mettraient-ils soudain à défendre un point de vue de classe ? Bien sûr que non. Si LO se prive de la fête ce coup-ci, c'est es-

sentiellement parce que "la procédure référendaire (...) ne permet pas à la gauche de faire entendre sa différence" ("Lutte de Classe" n° 48). En un mot, quand la moitié de la droite préconise le même vote que la moitié de la gauche, et réciproquement, cela devient vraiment difficile de rendre crédible aux yeux des ouvriers un prétendu "vote de classe" dont la gauche du capital serait le porte-parole. Ah ! Si seulement Le Pen et Cie n'étaient pas venus piétiner les plates-bandes de cette dernière, la belle campagne électorale que LO aurait pu faire !

Une chose est sûre. L'avenir que nous prépare le capitalisme, c'est une plongée accélérée dans la misère, le chômage et la barbarie guerrière. Et ce ne sont pas les virgules d'un traité entre bourgeois, et encore moins un bulletin de vote, qui vont décider de l'ampleur et de l'arrogance avec laquelle la classe des exploiters imposera demain encore plus de sacrifices aux ouvriers dans tous les pays. Seule en décidera la capacité de ceux-ci à se mobiliser sur leur terrain de classe, à développer leurs luttes pour la défense de leurs intérêts et à se préparer à l'assaut révolutionnaire pour la destruction de ce système à l'échelle mondiale.

JP

Marchais aux USA LE PCF VEND SON AME AU DIABLE

■ Non, ce n'est pas pour y faire du tourisme que Marchais, traversant l'Atlantique, a pénétré dans le pays de l'oncle Sam. Mais c'est pour affaires, pour aller obtenir des lettres de crédit voire quérir auprès de la bourgeoisie américaine des subventions. Les stalinien français, en grande délicatesse de trésorerie, en ont fort besoin afin de remplacer les subsides que leur octroyait naguère Moscou, au temps de la splendeur de l'Union soviétique. C'est à un véritable démarchage politico-commercial que le maître de la place de Colonel-Fabien s'est livré de New York à San Francisco et de Washington à Toronto (au Canada), péripie au cours duquel on l'a vu spécialement frapper aux portes du parti démocrate de Clinton et du secrétariat général de l'ONU.

Oui, Marchais s'est tout bonnement rendu là-bas pour vendre les services de son PCF. Son offre, objectivement, a d'ailleurs de quoi intéresser la bourgeoisie américaine : la position farouchement anti-Maastricht des "communistes" français, ainsi que leur xénophobie latente vis-à-vis de l'Allemagne, constitue en effet un point d'appui certes secondaire mais nullement négligeable pour la stratégie que développent les Etats-Unis en vue de contrer la construction politique d'une Europe qui tendrait à tourner autour du pôle impérialiste allemand. Pour emporter le marché, Marchais, en tout cas, n'a pas mérogé avec les moyens de séduction et, sur la terre même de

l'antique ennemi du "communisme" et du "bastion" ouvrier russe, il s'est fendu, au nom du PCF, d'une déclaration en faveur d'un examen sinon d'un renoncement pur et simple au principe du "centralisme démocratique".

Le PCF, comme tous ses semblables, est un parti bourgeois. Aussi bien, ses retournements de veste comme ses alliances éhontées avec les adversaires jurés d'hier ne nous étonneront jamais car dans le monde des capitalistes, tout s'achète et tout se vend. La main qui paie est bénie. Dans les années 1945-1950, le parti de Thorez et Waldeck-Rochet n'avait pas de mots assez durs pour dénoncer dans la centrale syndicale Force Ouvrière de Léon Jouhaux une création (ce qui était d'ailleurs vrai) du fric américain (pour contrebalancer la CGT aux mains des stalinien). Depuis cinquante ans, combien de fois les révolutionnaires, lorsqu'ils intervenaient avec leurs tracts et leur presse dans des manifestations ou aux portes des usines, ne se sont-ils pas vu désigner par les sbires du PCF comme des agents payés par les "Ricains" aux ouvriers ?

D'être financièrement soutenu de manière directe ou indirecte par la CIA au lieu du KGB ne changera de toute façon rien à sa fonction bourgeoise de premier repart de l'Etat contre la colère prolétarienne.

Sonia

LES INCONSEQUENCES DANGEREUSES AU SEIN DU CAMP REVOLUTIONNAIRE SUR LA QUESTION DES EMEUTES

Les émeutes de Los Angeles, au mois de mai 1992, sont venues relancer de façon pressante la nécessité pour les révolutionnaires d'avoir une position claire concernant ce qu'expriment aujourd'hui les émeutes dans la vie de la société et leur impact sur la lutte de classe (1) puisque, du fait de la décomposition du capitalisme dont elles sont une expression (2), elles vont tendre à se multiplier. C'est la raison pour laquelle nous consacrons cet article à la critique de positions, exprimées au sein même du camp du prolétariat, et que nous estimons particulièrement dangereuses pour la classe ouvrière.

■ Dans un article paru dans son numéro 416 de mai/juin 1992, intitulé "Les flammes de Los Angeles annoncent le futur incendie prolétarien", le journal "Le Prolétaire" (3), après avoir fait l'historique des émeutes raciales aux USA depuis trois décennies et mis en évidence leur origine dans le développement et l'approfondissement de la misère au sein de la société américaine, développe une ambiguïté énorme sur la nature des émeutes sociales en affirmant, de façon contradictoire, d'une part qu'elles sont un moment de la guerre entre les classes, et d'autre part qu'elles annoncent une telle confrontation : "Flambées de la guerre entre les classes, elles [les émeutes] annoncent le jour où le prolétariat américain, noir, blanc, latino ou asiatique, entrera pour de bon dans la bataille. Les révolutionnaires doivent y voir un signe d'avenir..."

La reprise de la lutte de classe est effectivement prévisible puisque, la classe ouvrière n'étant pas soumise aux intérêts de la bourgeoisie, inévitablement elle entrera à nouveau en lutte, en riposte aux attaques colossales qui lui sont portées. Cependant les émeutes ne constituent ni un facteur annonciateur, ni encore moins un facteur favorable de cette reprise parce qu'en premier lieu, elles ne sont pas un moment de la lutte de la classe ouvrière, et qu'en second lieu, loin de favoriser son développement, elles ont sur elles un impact négatif.

Les émeutes ne sont pas un moment de la lutte de la classe ouvrière

La lutte de la classe ouvrière, lorsqu'elle se manifeste, se caractérise par la résistance collective des ouvriers face aux attaques incessantes et aggravées du capital en crise. Sa dynamique de développement est celle de la recherche de l'unité la plus large, au-delà des corporations, des races, des nations, etc., à travers l'extension et la prise en charge croissante des luttes par les ouvriers eux-mêmes.

Son terrain, c'est celui des grèves, des assemblées générales, et des manifestations de rue au sein desquelles la classe forge et développe cette unité en même temps que la conscience nécessaires à la révolution. Ses gains essentiels sont ceux qui lui permettent de se renforcer en vue de l'accomplissement de son projet historique, le renversement du capitalisme pour l'instauration du communisme.

Par contre, les émeutes sont des réactions désespérées, sans perspective ni projet (parfois mêmes directement provoquées par la bourgeoisie), face à la misère sordide de masses composées majoritairement d'éléments marginalisés, parce qu'exclus du processus de production ou jamais intégrés à celui-ci.

Ne pas voir cette différence, ou l'atténuer, c'est participer à diluer le combat de la classe ouvrière dans le tourbillon des explosions sociales qui, de plus en plus, vont rythmer la vie de la société sans présenter la moindre alternative au système.

Il est évident que des fractions de la classe ouvrière participent à ces émeutes, et c'est bien là que réside le danger, celui que les ouvriers soient de plus en plus nombreux à abandonner le terrain de classe pour les pillages et la violence aveugle, les explosions raciales ou nationalistes, en s'imaginant que ceux-ci sont la seule solution à la misère de leur situation.

Elles constituent un danger pour la lutte de classe

Un tel danger prend toute son ampleur dans la phase actuelle de décomposition de la société avec la pression qu'elle exerce vers la dissolution et la décomposition du prolétariat. En effet, des fractions croissantes de la classe ouvrière tendent à être marginalisées, notamment comme conséquence du chômage massif de longue durée, et sont de plus en plus fortement soumises à l'idéologie bourgeoise du chacun pour soi, qui accompagne une telle décomposition. De ce fait, elles éprouvent davantage de difficultés à se reconnaître dans le combat collectif de la classe ouvrière. De plus, les campagnes idéologiques de la bourgeoisie trouvent dans ces émeutes, ainsi d'ailleurs que dans les manifestations de décomposition de son système en général, des thèmes pour attaquer la conscience ouvrière. Ainsi, l'exploitation en grand, par les médias, des manifestations de haine raciale qui se sont exprimées dans les émeutes de Los Angeles, et qui déjà en elles-mêmes affectent négativement la conscience ouvrière, visait naturellement à accentuer la

division de la classe ouvrière entre ethnies et races différentes (Noirs contre Blancs, Latinos et Noirs contre Asiatiques...).

Sur un autre plan, il faut également mettre en évidence l'utilisation de la répression par la bourgeoisie, face à laquelle les émeutes sont particulièrement vulnérables, mais qui ne vise pas que les seuls émeutiers. Souvent, cette répression est également le prétexte au quadrillage des quartiers ouvriers ainsi soumis à un véritable état de siège, dans le but évident d'intimider la classe ouvrière et de la paralyser momentanément, de l'habituer à la présence policière et militaire.

En fait, la prise en compte réelle du contexte et des enjeux de la période actuelle met clairement en lumière l'irresponsabilité au sein du camp révolutionnaire d'une telle prise de position, qui se ramène à "tout ce qui s'affronte à l'Etat va dans le bon sens".

Le raisonnement sous-jacent à cette prise de position fait de larges concessions au culte de la violence en soi et peut se résumer à ceci : la lutte de classe mettant en mouvement les masses ouvrières, et étant nécessairement amenée à se confronter au cadre de la légalité bourgeoise, tout mouvement auquel participent des ouvriers, dès lors qu'il se met hors-la-loi, en se livrant par exemple au pillage massif des magasins, acquiert de ce fait un caractère de classe. Ce qui est grossièrement faux, comme l'illustre par exemple le fait qu'à ces critères peuvent répondre des mouvements nationalistes, ethniques, dont il ne fait pas de doute, même pour "Le Prolétaire", qu'ils sont purement bourgeois. Au-delà de l'aveuglement créé par la violence, ce qui n'est pas vu, c'est que la participation des ouvriers aux émeutes, aussi nombreuse soit elle, s'y effectue non pas regroupés en tant que classe derrière des revendications propres, mais en tant qu'individus dispersés dans les masses affamées, à côté du lumpen prolétariat, des gangs, etc.

Ainsi, cette publication d'un des groupes du courant bordiguiste, sans prendre explicitement la position consistant à dire que les émeutes sont favorables au développement de la lutte de classe, entretient un certain flou sur la question, laissant supposer que, dans une certaine mesure et sur certains aspects, notamment celui de la violence, il pourrait en être ainsi. Cette voix au sein du camp prolétarien vient, malgré elle, s'ajouter à celles de la bourgeoisie lorsque, dans sa propagande, elle vise à enfermer les ouvriers dans la fausse alternative : émeutes et pillages ou bien lutte sur le terrain parlementaire et syndical. Cela ne peut mal-

heureusement que se payer par davantage de confusion au sein du milieu révolutionnaire et de la classe.

En appeler au parti de classe de demain pour mieux dissimuler ses inconséquences actuelles

Cette publication du PCI fait référence au parti de classe. "Le Prolétaire", en effet, dit que : "les révolutionnaires doivent y voir [dans ces émeutes] un signe du besoin, qui deviendra de plus en plus grand, de travailler à constituer le parti de classe pour que le prolétariat trouve enfin la direction nécessaire à la bataille."

Derrière cette exhortation, tout à fait fidèle à la tradition bordiguiste, à construire le parti révolutionnaire qui résoudra tous les problèmes auxquels se trouve confrontée la classe ouvrière, le PCI dissimule ses carences de base et ses inconséquences.

Il évite ainsi de se prononcer en toute clarté et de façon argumentée sur un problème aussi crucial que l'attitude que doivent avoir les révolutionnaires face aux émeutes, alors que c'est le minimum requis pour une orientation conséquente face à la classe ouvrière. Une telle orientation n'étant évidemment pas donnée, les ouvriers ne sauront pas si le PCI les appelle ou non à participer aux émeutes !

Enfin, de façon plus générale, il se coupe en grande partie de la possibilité d'assumer ses responsabilités présentes en travaillant à mettre en lumière la nature des difficultés importantes que traverse actuellement la classe ouvrière, ainsi que des facteurs favorables et défavorables au dépassement de celles-ci.

M.(23.8.92)

(1) Le CCI a toujours accordé une grande importance à cette question, en lui dédiant de nombreux articles, dont en particulier celui développé et approfondi intitulé "Les révolutionnaires face aux émeutes de la faim" paru dans la "Revue Internationale" n° 63.

(2) Lire l'article sur les émeutes de Los Angeles dans "Révolution Internationale" n° 213 de juin 1992 et les articles de base sur la phase de décomposition du capitalisme dans les "Revue Internationale" n° 57 et 62.

(3) Publication en France du Parti Communiste International, organisation du milieu révolutionnaire et de tradition bordiguiste. Cette tradition, dont se revendiquent plusieurs organisations, fait de larges concessions à certaines formes de l'idéologie bourgeoise dont le tiers-mondisme, qui accorde des vertus révolutionnaires non au prolétariat mais "à toutes les masses opprimées" (notamment dans les pays sous-développés), au culte de la violence en soi, et se caractérise par une vision quasi-mythique du parti de classe, surgissant indépendamment de l'activité des masses ouvrières, unique détenteur de la conscience de classe du prolétariat et seul capable de transformer ses luttes défensives en luttes révolutionnaires.

Mesures de "sauvetage" de l'UNEDIC

(SUITE DE LA PAGE 5)

eux aussi, vont être soumis à une ponction obligée, en "solidarité" avec ceux au chômage, comme le disent si bien ces affameurs "socialistes". Depuis le premier août, les cotisations aux ASSEDIC ont augmenté de 0,8 %, à partager prétendument avec l'employeur.

Par conséquent, non seulement les faibles ressources des chômeurs vont diminuer, mais ce sont les salaires de ceux qui ont encore du travail qui vont aussi baisser brutalement, tout cela entraînant des difficultés de vie grandissantes pour toutes les familles ouvrières, dont le plus grand nombre subit déjà le poids écrasant du chômage et des bas salaires.

Il s'agit donc bel et bien d'une attaque en règle, que la bourgeoisie française mène contre toute la classe ouvrière, d'une attaque extraordinairement brutale dont les conséquences sur les conditions de vie du prolétariat vont se montrer rapidement effrayantes, à tous les niveaux, le promettant à une pauvreté sans nom.

Il ne faut pas que la classe ouvrière se laisse démoraliser ni diviser par ces attaques, par les manipulations de la bourgeoisie, qui cherche à leur faire croire qu'il ne s'agit que d'une attaque contre les seuls chômeurs ; ces dernières mesures doivent au contraire persuader les ouvriers de la nécessité toujours plus impérieuse de se battre, de lutter pied à pied pour empêcher la bourgeoisie et son gouvernement PS de poursuivre plus loin des attaques encore plus féroces.

AK

Lisez

Courant Communiste International

ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE



BROCHURE N°3 AOÛT 79 14 Ff 35 Fb

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL BROCHURE n°2

NATION



OU CLASSE ?



Courant Communiste International Revue Internationale / 70

3e trimestre 1992

15FF/75FB

Editorial

Face au chaos et aux massacres, seule la classe ouvrière peut apporter une réponse

Crise économique mondiale

UNE RECESSION PAS COMME LES AUTRES

Résolution

LE DEVELOPPEMENT DES CONDITIONS D'UN RESURGISSEMENT DE LA LUTTE DE CLASSE

1492 : "Découverte de l'Amérique" LA BOURGEOISIE FETE 500 ANS DE CAPITALISME

Le communisme n'est pas un bel idéal, mais une nécessité matérielle, III L'ALIENATION DU TRAVAIL CONSTITUE LA PREMISSE DE SON EMANCIPATION

A quoi sert la "Fraction externe du CCI" DE L'IRRESPONSABILITE POLITIQUE AU VIDE THEORIQUE

APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour

SOUSCRIPTIONS

La participation à la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 1985 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimale de 50 F (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de "RI" ou 5 de la "Revue Internationale" ou les numéros encore disponibles du "Bulletin d'Etudes et de Discussions".

SOUSCRIPTIONS

JPC (à Zah) : 50F
Marseille : Réunion publique de juillet : Mel 10F ; JO : 20F
Réunion publique d'août : JP : 100F ; No : 30F ; Mel : 40F ; JC/C/U : 200F ; JL : 100F ; Jo : 20F ; ALJ : 200F.
Divers souscription presse : 68F

Tours : Permanence de juin : Bacalao : 50F ; NR : 50F ; EV : 50F ; GP : 300F
Permanence de juillet : Geo : 200F ; Bacalao : 50F

TOTAL : 1538F

LE TROTSKISME EST PASSE DANS LE CAMP DU CAPITALISME DEPUIS LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Nous publions ci-dessous une lettre d'un jeune militant de la JCR/LCR qui s'indigne de l'attitude "sectaire" du CCI à l'égard du courant trotskiste. Notre réponse s'attachera à rappeler, succinctement, ce que fut le trotskisme depuis ses origines et sur quelles bases il est passé dans le camp du capital.

"C'est par hasard que j'ai découvert votre revue alors que je cherchais 'La Grosse Bertha'.

Je ne connaissais pas, donc j'ai acheté : entre groupements communistes, il faut s'aider.

Ah oui, il faut que je vous dise que je suis étudiant en histoire et en sociologie à A. et que je suis militant des Jeunes Communistes Révolutionnaires (JCR, branche étudiante de la LCR, de qui vous savez...). Alors voilà, je parcourais les deux ou trois premières pages dans lesquelles je dénotais la même rhétorique que dans notre journal 'L'Egalité' ou de 'Rouge'.

C'est une fois arrivé à la page 5 que j'ai failli déchirer votre brochure de colère. En effet, je tombe sur l'article à propos de l'effondrement du stalinisme et, que vois-je ??? Les trotskistes, ennemis du prolétariat... Aussitôt, je relis l'article croyant avoir mal compris, mais non.

Ainsi, j'apprends que les trotskistes et autres 'gauchistes' (merci du respect...) avaient soutenu les régimes puants de l'Europe de l'Est et autres...

Quelle calomnie, Monsieur 'Je ne sais Qui' (car les articles ne sont pas toujours signés), ignorez-vous que les trotskistes ont été les premiers révolutionnaires et qu'ils ont aussi été les premiers à avoir subi les foudres de Staline, déportations, mises à mort sommaires, assassinat de Trotsky à Mexico par un agent stalinien... et j'en passe.

Ignorez-vous aussi la création de la 4e Internationale pour lutter contre l'influence stalinienne ?!

Messieurs les 'falsificateurs de l'histoire' d'extrême-gauche, je ne peux applaudir votre discours. Vous dites que nous désarmons le prolétariat face au capitalisme en s'alliant avec la bourgeoisie... Vous vous frottez le doigt dans l'oeil, je ne vous dis pas jusqu'où...

C'est avec une attitude comme la vôtre qu'il y a une division de la classe ouvrière, c'est à cause de votre sectarisme.

Nous, militants JCR, ne sommes surtout pas des émules du PCF et nous avons combattu le stalinisme (ce combat, d'ailleurs, continue...) car ce sont nos ennemis au même titre que les fascistes. Vous n'avez qu'à lire 'L'Egalité', notre journal mensuel, pour vous en apercevoir.

Amitiés révolutionnaires, quand même.
P.D., étudiant à A."

Notre réponse

■ Pour notre lecteur, affirmer que les trotskistes ont "soutenu les régimes puants de l'Europe de l'Est et autres..." comme nous le faisons, serait de la "calomnie". Pour un militant de la JCR-LCR, un tel jugement montre, soit qu'on a la mémoire bien courte, soit qu'on ignore complètement dans quelle organisation on milite.

Evidemment, aujourd'hui, le trotskisme en général et la 4e "Internationale" en particulier, ne font plus beaucoup de publicité à leurs positions traditionnelles sur les régimes des pays du "camp socialiste". L'effondrement du stalinisme en URSS il y a trois ans de cela,

l'état de délabrement de l'ensemble de la société en Russie, la pénurie généralisée et la sous-consommation qui frappe l'ensemble des classes exploitées, l'état d'ignorance, d'hébété et de déboussolement dans lequel se trouve idéologiquement le prolétariat dans les pays de l'Est européen, tous ces faits embarrassent le trotskisme. Ils montrent qu'il n'y avait pas d'"acquis ouvriers" en URSS, ce que les révolutionnaires répètent depuis la seconde guerre mondiale, et la politique de soutien critique que le trotskisme ne cessa d'apporter à l'URSS et aux "régimes socialistes" pendant plus de quarante ans est aujourd'hui beaucoup plus difficile à justifier.

De fait, depuis la formation du bloc impérialiste russe après 1945, les organisations trotskistes ont effectivement toujours soutenu, à des degrés divers, les régimes de l'Europe de l'Est. La LCR en particulier, la 4e "Internationale" en général, ont constamment pris la défense des régimes staliens : l'URSS d'abord, considérée comme un "Etat ouvrier dégénéré"; les régimes politiques des pays de l'Est ensuite, au sein desquels ils prolifèrent toujours un peu de "socialisme" ou des conditions plus favorables à celui-ci ; les "fronts de libération nationale" enfin, c'est-à-dire les apprentis bureaucrates du "tiers-monde" soutenus par l'impérialisme russe : Indochine, Algérie, Cuba, Nord-Vietnam, Angola, Mozambique, Cambodge, Nicaragua, etc. Depuis la seconde guerre mondiale, les organisations trotskistes ont toujours défendu et apporté un soutien, certes "critique", mais indéfectible à ce que nous appelons le stalinisme, cette forme particulière du capitalisme d'Etat, et à ses épigones, toujours présentés comme un "moindre mal" par rapport au "capitalisme" façon bloc occidental.

Il n'y a là aucune "calomnie" de notre part, ni aucune "falsification de l'histoire". Et il n'y a pas davantage chez nous l'ignorance du fait que l'Opposition de gauche de Trotsky a été une réaction au stalinisme, dans les années 1920-30, et qu'elle subit durement la répression de ce dernier. Mais cela ne fait pas pour autant des trotskistes "les premiers révolutionnaires", et ils ne furent pas non plus "les premiers à avoir subi les foudres de Staline" (1). L'Opposition de Trotsky n'était ni la seule ni la première réaction à la dégénérescence de la révolution russe et à la montée du stalinisme. Il y en eut beaucoup d'autres dans les rangs ouvriers et parmi les révolutionnaires, en Russie même et internationalement, en Allemagne, en Hollande, en Italie notamment (2), dans bien d'autres pays, et les "foudres de Staline" frappèrent tout le monde. La tendance emmenée par Trotsky de son vivant a été, dans les années 1920, une des réactions prolétariennes aux agissements contre-révolutionnaires de Staline. Elle a constitué jusque dans les années 1930 une opposition au stalinisme, mais son attachement au "bastion prolétarien" l'entraîna dans le pire opportunisme. Au lieu de comprendre le caractère irréversiblement antiprolétarien de l'URSS, la majorité du "trotskisme", arc-boutée sur l'idée qu'il s'agissait d'un "Etat ouvrier dégénéré", s'enferma dans la politique de la nécessité de la "défense de l'URSS". Elle sera ainsi amenée à appeler le prolétariat à s'enrôler dans la boucherie de 1939-45 du côté des Alliés, et à intégrer les rangs natio-

nalistes de la Résistance.

A partir de ce moment-là, le trotskisme est définitivement mort pour le prolétariat. Il va constituer un appui sans faille au capitalisme, prenant sa place à l'"extrême-gauche", à côté des partis "communistes", passés l'un après l'autre dans le camp du capitalisme au cours des années 1930, et des partis "socialistes" définitivement ralliés à la bourgeoisie depuis la première guerre mondiale.

Toute la politique du trotskisme vis-à-vis de la classe ouvrière a consisté, non pas à "avoir combattu le stalinisme", comme l'affirme notre lecteur, mais à s'être fait l'ardent propagandiste des "révolutions" dans les pays de la périphérie du capitalisme (le dit "tiers-monde"), c'est-à-dire du soutien au camp impérialiste russe contre le camp impérialiste occidental, et à constituer un appui "radical" à la gauche du capital dans les bastions centraux du capitalisme. Au fur et à mesure que la classe ouvrière commençait à se dégager de l'emprise du stalinisme, à partir des événements de mai 1968 en France notamment, la tâche du trotskisme a consisté à ramener le prolétariat sur le terrain de la défense de la gauche, stalinienne en particulier. Répétant des critiques de façade sur la "trahison" des partis communistes, affichant un radicalisme verbal, le trotskisme n'a pas cessé d'appeler à voter pour la gauche dans les élections au deuxième tour, de pousser les ouvriers combattifs à militer dans les syndicats, à la CGT de préférence, de dévoyer les énergies militantes vers cette police en milieu ouvrier que constituent les syndicats, jusqu'à aujourd'hui, où les organisations trotskistes animent les fameuses "coordinations" qui ne sont que du syndicalisme honteux.

Il n'y a là pour nous aucun "sectarisme" à l'égard du trotskisme. Il y a seulement une différence de classe entre le trotskisme, un programme de même qu'une activité contre-révolutionnaires au service du capitalisme, et les intérêts du prolétariat révolutionnaire, qui doit se débarrasser pour son combat de toute concession à l'égard des organisations et partis "socialistes", "communistes" et leurs appendices de l'"extrême-gauche". Il n'est pas possible dans le cadre de cette réponse de développer nos positions sur la nature capitaliste de l'Etat russe, sur la critique de Trotsky et de ses erreurs, sur ce qu'est la 4e "Internationale", dont fait partie la LCR (3) où milite notre lecteur, ou sur les agissements actuels des organisations trotskistes. Nous avons consacré de nombreux textes à ces questions, entre autres une brochure, "Le Trotskisme contre la classe ouvrière", à laquelle nous renvoyons les lecteurs intéressés.

MG

REUNIONS PUBLIQUES

SUR LE THEME :

Pour ou contre Maastricht, un faux choix pour la classe ouvrière

Le thème de la réunion publique pourra être modifié en fonction des événements.

BORDEAUX :

Permanence à 17h au "Café des Arts", 138, cours Victor-Hugo (pour la date, écrire à la boîte postale).

LILLE :

Permanence le samedi 19.09, de 14h30 à 16h30 à la MNE, 23, rue Gosselet.

Vente de la presse les 1er et 3e dimanches du mois de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine, ainsi qu'à la grande braderie les 5 et 6 septembre.

LYON :

Permanence le mercredi 16.09 à 18h30 à la "Brasserie de l'Industrie", angle de l'avenue de Saxe et du cours Gambetta, Lyon 3e.

Vente de la presse au marché de Vaulx-en-Velin le 3e dimanche de chaque mois à partir de 11h30 et au métro Bellecour (entrée côté place) le 3e vendredi de chaque mois de 17h30 à 18h30.

MARSEILLE :

Réunion publique le samedi 26.09 à 20h30. Rendez-vous à partir de 20h sortie métro Chartreux.

Permanence le mercredi 16.09 à 18h30 à "L'Artistic-Bar", 4, cours Joseph-Thierry, Marseille 1er.

Vente de la presse le samedi 26.09 de 11h à 12h au marché de la Plaine, place Jean-Jaurès.

NANTES :

Réunion publique le samedi 19.09 à 17h à la salle de la Fraternité, 3, rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

Permanence les jeudi 3.09 et 01.10 à 20h30, à la même adresse.

Vente de la presse le samedi 12.09 de 10h30 à 11h30 au marché de Talensac.

PARIS :

Réunion publique le samedi 12.09 à 17h au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy, sur le thème : "Guerre en Yougoslavie : dernière les gesticulations humanitaires, les rivalités impérialistes".

Permanences les samedis 5 et 19.09 de 18h à 20h et le vendredi 25.09 de 20h30 à 23h à la même adresse.

Vente de la presse au marché de St-Denis (métro St-Denis-Basilique) le 2e dimanche du mois à partir de 11h30.

ROUEN :

Permanence le samedi 5.09 à 14h30 à la Halle

aux Toiles.

STRASBOURG :

Réunion publique le samedi 10.10 à 16h au CIARUS, 7, rue Finkmatt. Le thème sera précisé dans le journal d'octobre.

TOULOUSE :

Réunion publique le vendredi 25.09 à 21h. Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourgette, route de Seysses-Toulouse.

Permanence les vendredis 04 et 11.09 ainsi que le 02.10 à 18h30. Rendez-vous brasserie "Saint-Exupéry", avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).

Vente de la presse les dimanches 13, 20 et 27.09 de 11h à 12h au marché aux Puces (place St-Sernin).

TOURS :

Réunion publique le samedi 26.09 à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.

PUBLICATIONS DU CCI :

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258, Valencia 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, BXL 11000 Bruxelles - BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 New York, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 Caracas 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031 Stockholm, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 Napoli ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549, 1001 GM Amsterdam HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869, London WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 5000 Köln, 41 R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600 Distrito Federal, Mexico, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)

(publication en langue Hindi) Pour tout contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS :

ABONNEMENT SIMPLE (12 numéros du journal) : FRANCE : 100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F

ABONNEMENT SIMPLE (4 numéros de la Revue Internationale) : FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F

ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) : FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F

ABONNEMENT DIFFUSEUR :

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :

- RI : abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.

- Revue Internationale : abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F.

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS par chèque bancaire ou postal à l'ordre de "R.I.-CCP 202 3302 X-PARIS", à adresser à RI, BP 581 75027 PARIS CEDEX 01,

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, veuillez expliquer les raisons du versement (abonnement journal ou revue, commande de brochure ou soutien etc...)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I. BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

BROCHURES :

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE (15F + 3F pour frais d'envoi)

NATION OU CLASSE (15F + 3F)

LE TROTSKISME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE (30F + 3F)

PLATEFORME ET MANIFESTE DU C.C.I.

(15F + 3F)

ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE (15F + 3F)

LA DECADENCE DU CAPITALISME

(15F + 3F)

L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION (20F + 6F)

LA REVOLUTION RUSSE (15F + 3F)

BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES

(Octobre 88) (10F + 6F)

GUERRE DU GOLFE (15F + 6F)

LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE

(80F + 12F)

LA GAUCHE HOLLANDAISE (120F + 12F)

L'EFFONDREMENT DU STALINISME

(20F + 6F)

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 9, cité Beauharnais 75011

Directeur de la publication : D. Van Celst

Numéro de Commission paritaire : 54267

Tirage moyen : 2000. Vente moyenne : 500

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous signalons le numéro sous lequel nous sommes répertoriés : ISSN 0336 464 X

LE SYNDICALISME : UNE ARME DE LA BOURGEOISIE CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

Cela fait plus de soixante-dix ans que nous vivons la décadence d'un système qui ne se maintient artificiellement en "vie" qu'au prix de la constante dégradation des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière, de crises économiques qui font de plus en plus de ravages et d'une escalade de la barbarie dans des guerres incessantes. Aujourd'hui plus que jamais, l'avenir est entre les mains du prolétariat, de la seule classe dont les intérêts sont totalement antagoniques au capitalisme. Aujourd'hui plus que jamais, la misère et le chômage qu'il subit de plein fouet dans les pays les plus industrialisés va le

contraindre à reprendre le chemin de ses combats contre le capitalisme. Face à cette perspective de reprise de ses luttes, le prolétariat va de nouveau retrouver sur le terrain les forces d'encadrement de l'Etat bourgeois que sont les syndicats. Tout au long de son expérience accumulée depuis 1968, la classe ouvrière s'est heurtée en permanence aux manoeuvres de sabotage syndical. Si elle tend de plus en plus à prendre conscience que les syndicats ne servent pas les intérêts ouvriers, elle doit encore comprendre pourquoi il en est ainsi.

■ Le prolétariat peut-il encore se servir des syndicats ou les reconquérir à son service ? Le syndicalisme, fût-il "radical" ou "de base", figure-t-il la forme d'organisation adaptée au contenu des luttes ?

XIXe siècle : les syndicats, instruments pour la lutte et l'unification du prolétariat

Au siècle dernier, les syndicats étaient vraiment des organisations qui regroupaient les ouvriers et qui leur permettaient d'organiser leurs luttes en vue d'obtenir des réformes (augmentations de salaire et diminution du temps de travail). Dans le contexte d'un mode de production en plein développement et ne connaissant que des crises cycliques de courte durée, ces luttes syndicales parvenaient effectivement à arracher à la bourgeoisie des avantages substantiels et durables. Le fait même d'avoir obtenu le droit (reconnu en 1824 en Angleterre) ou la simple possibilité de former des syndicats pour lutter représentait une victoire, et non des moindres, arrachée à la bourgeoisie de haute lutte. Les syndicats traduisaient l'effort souvent héroïque des ouvriers pour s'unir en vue de lutter et donc de se constituer en classe qui défend ses intérêts face à la bourgeoisie. Les ouvriers s'organisaient par corporations, se soutenant dans leurs luttes d'une corporation à l'autre, et même d'un pays à l'autre, par le biais, par exemple, des caisses de secours. Il s'agissait alors de faire plier tel patron ou telle branche d'industrie et de les contraindre à accorder de meilleures conditions de vie et de travail. Cela était alors possible. Marx et Engels soulignent l'importance des syndicats et l'unification de la classe ouvrière que leurs luttes permettaient : "Les syndicats et les grèves qu'ils entreprennent ont une importance fondamentale parce qu'ils sont la première tentative faite par leurs ouvriers pour supprimer la concurrence. Ils impliquent en effet la conscience que la domination de la bourgeoisie repose nécessairement sur la concurrence des ouvriers entre eux, c'est-à-dire sur la division du prolétariat et sur l'opposition entre groupes individualisés d'ouvriers." (Marx-Engels, "Le syndicalisme", Ed. Maspéro.)

Mais cette forme d'organisation comportait des limites : "Il est évident, écrivaient encore Marx et Engels dans le même texte, que tous ces efforts ne peuvent modifier la loi économique qui règle les salaires en fonction de l'offre et de la demande sur le marché du travail". Autrement dit, ces associations sont impuissantes contre toutes les grandes causes qui déterminent le rapport entre cette offre et cette demande. "Lorsque sévit la crise des affaires, poursuivent les deux auteurs, l'association elle-même est contrainte, ou bien de réduire les salaires, ou bien de se dissoudre

complètement". Ainsi, Marx et Engels mettent déjà en garde face à cette tendance des syndicats à se borner "à régulariser le salaire moyen et à fournir aux ouvriers, dans leur lutte contre le capital, quelques moyens de résistance" et qui les amène à oublier le but final du mouvement : la lutte pour l'abolition du système salarial tout entier.

Cette période ascendante du capitalisme permettait aussi à la classe ouvrière d'envoyer des représentants au Parlement. En effet, la bourgeoisie de cette époque était encore divisée en fractions les unes plus progressistes et les autres réactionnaires. La classe dirigeante d'alors, par exemple, luttait encore contre les représentants des classes hégémoniques de l'Ancien Régime, dont le pouvoir économique demeurait encore puissant et contre les fractions les plus rétrogrades de sa propre classe. Si, à cette époque, il était possible d'avoir ces deux formes de lutte, la lutte au Parlement et la lutte pour des réformes économiques ne pouvaient être comprises que comme faisant partie du même mouvement : celui de la lutte d'une classe contre une autre. La lutte de classes est toujours politique. Mais là encore, les syndicats tendent à figer le mouvement en séparant lutte politique et lutte économique.

En 1905, les grèves de masse qui explosent en Russie viennent illustrer et confirmer cette tendance du syndicat à vouloir enfermer la lutte ouvrière dans les limites de la lutte pour des réformes. Ainsi, à l'heure où l'évolution du capitalisme oriente la classe ouvrière vers la lutte révolutionnaire, le syndicalisme devient un frein à cette lutte. "La grève de masse, telle que nous la montre la révolution russe de 1905 est un phénomène si mouvant qu'il reflète en lui toutes les phases de la lutte politique et économique, tous les stades et tous les moments de la révolution (...) Grèves économiques et politiques, grèves de masse et grèves partielles, grèves de démonstration ou de combat, grèves générales touchant des secteurs particuliers ou des villes entières, toutes ces formes de lutte se croisent ou se côtoient, se traversent ou débordent l'une sur l'autre (...). La loi du mouvement de ces phénomènes apparaît clairement; elle ne réside pas dans la grève de masse elle-même, dans ses particularités techniques, mais dans le rapport des forces politiques et sociales de la révolution." (Rosa Luxemburg, "Grève de masse, parti et syndicats".)

Les syndicats ne voient pas ce mouvement irréversible qui accompagne le déclin du capitalisme. Ils se figent sur la lutte pour les réformes, sur les grèves préparées et organisées méthodiquement en vue d'arracher des réformes. En 1906, le congrès syndical de Cologne interdit même la discussion sur la grève de masse dans un moment où la classe ouvrière essaie d'en tirer les leçons.

XXe siècle : les syndicats, instruments de la division et du sabotage des luttes

Les syndicats ont donc été une arme véritable pour les luttes de la classe ouvrière. Mais les limites qu'ils portaient en eux font que, avec le changement de période, ils vont devenir de simples freins d'abord (1905), puis de véritables entraves au point d'être récupérés tout simplement par l'Etat bourgeois, quand l'ère des réformes s'achève et que se pose la nécessité de la lutte révolutionnaire. Les syndicats montreront leur nature bourgeoise dès 1919 en s'affirmant les ennemis résolus, aux côtés de l'Etat, de la lutte révolutionnaire des ouvriers d'Allemagne. "Rappelez-vous, camarade, quelle situation régnait en Allemagne avant et pendant la guerre. Les syndicats, uniques moyens d'action mais bien trop faibles, machines improductives entièrement aux mains des chefs qui les faisaient fonctionner au profit du capitalisme. Puis, ce fut la révolution. Les chefs et la masse des syndiqués transformèrent ces organisations contre celle-ci. La révolution est assassinée avec leur concours, avec leur appui, par leurs chefs, et même par une partie des syndiqués de base. Les communistes voient leurs propres frères fusillés avec la bénédiction des syndicats. Les grèves en faveur de la révolution sont brisées." (Görter, "Réponse à Lénine".)

Dès lors, le syndicalisme sert à encadrer la classe ouvrière, à saboter sa lutte, à l'enfermer dans le cadre désormais trop étroit du capitalisme et de sa légalité. Un syndicalisme au service des intérêts ouvriers n'est plus possible. Ce ne sont pas seulement les syndicats qui sont pourris mais la forme syndicale elle-même qui n'est plus adaptée.

Dans la période de décadence du capitalisme, il n'y a plus de programme minimum à défendre, plus de possibilité d'obtenir des réformes durables, pour la classe ouvrière. Le prolétariat doit désormais lutter pour le programme maximum, pour l'abolition de l'esclavage salarié, en détruisant le capitalisme. Une lutte de cette envergure ne peut se dérouler dans le cadre des organisations syndicales qui avaient surgi au siècle dernier pour l'obtention de réformes. Croire qu'on peut aujourd'hui encore utiliser les syndicats pour développer la lutte, c'est se bercer d'illusions sur la possibilité d'arracher au capitalisme décadent des réformes durables comme au XIXe siècle. Ainsi, en 1936, six mois après les accords de Matignon, les augmentations de salaires étaient déjà annulées par l'inflation.

De plus, le syndicalisme enferme aussi la classe ouvrière dans une situation de faiblesse, de manque de confiance en elle, puisqu'il demande aux ouvriers de confier l'organisation de leur lutte à des "spécialistes" qui pensent et négocient à leur place.

La forme syndicale correspond encore à l'illusion qu'une minorité combattive organisée peut préparer, éventuellement déclencher et organiser, les luttes. Or, dans la période de décadence du capitalisme, les luttes ne se décrètent pas et l'organisation jaillit du sein-même de la lutte. Les seuls grands combats depuis la fin des années 60 ont été des grèves qui sont parties spontanément et se sont donné comme base d'organisation non pas la forme syndicale, mais celle des assemblées générales, où tous les ouvriers débattent ensemble, avec des comités élus et révocables pour centraliser la lutte.

Depuis 1968, ce sont toutes ces illusions sur le syndicalisme qui ont permis à la bourgeoisie

de saboter et de conduire toutes les luttes ouvrières à la défaite.

Les syndicats déploient un grand zèle à faire respecter le "droit au travail", c'est-à-dire le droit bourgeois qui codifie l'exploitation. Ils sont la police de l'Etat dans les usines, encadrant les luttes pour soumettre la classe ouvrière à la discipline de l'exploitation, faisant de la négociation un but en soi, dans le secret des bureaux patronaux ou ministériels, demandant aux ouvriers de leur déléguer leur pouvoir afin de mieux les diviser, organisant des grèves d'une heure par ci, de vingt-quatre heures par là, pour mieux les écoeurer de la lutte et les réduire à l'impuissance...

Avec la reprise historique de la lutte de classe depuis 1968, à travers les hauts et les bas des mouvements revendicatifs, dans tous les pays a mûri progressivement la conscience que les syndicats sont l'instrument de division et de sabotage des luttes par l'Etat bourgeois. La grande grève de mai 1968 en France est déclenchée malgré les syndicats ; en Italie, au cours des grèves de l'"automne chaud" de 1969, les travailleurs chassent les représentants syndicaux des assemblées générales de grévistes ; en 1973, les dockers d'Anvers en grève s'attaquent au local des syndicats ; dans les années 70, en Grande-Bretagne, les ouvriers malmènent souvent les syndicats, qui se font conspuer dans les luttes ; c'est ce même rejet des syndicats qui s'exprime également en France en 1979 dans la lutte des sidérurgistes de Longwy-Denain ; en août 1980, en Pologne, les ouvriers prennent eux-mêmes la direction de leur combat et organisent la grève de masse sur la base des assemblées générales souveraines et des comités élus et révocables (les MKS).

La bourgeoisie s'inquiète de ce phénomène montant de méfiance et de rejet de ses forces d'encadrement en milieu ouvrier, surtout dans une période où elle sait parfaitement que la crise de son système va obliger les ouvriers à se lancer dans des combats de plus en plus larges, massifs et généralisés, à la mesure des attaques dont ils sont l'objet. Il n'est donc pas étonnant de voir la bourgeoisie déployer beaucoup de zèle pour remédier à ce discrédit croissant des syndicats en s'efforçant de les renforcer (...). Pour ce faire, la classe dominante travaille à radicaliser ses syndicats, à les orienter vers un travail "de base", "à l'écoute" des ouvriers, afin qu'ils ne se laissent pas déborder par des mouvements de combativité incontrôlés. C'est parce que l'illusion existe dans la classe ouvrière qu'il est encore possible de lutter dans la forme syndicale que la bourgeoisie peut développer les mystifications du syndicalisme de base. Pour enfermer les ouvriers dans l'idéologie du syndicalisme, elle ne se contente pas seulement de redorer le blason des grandes centrales. Elle entretient aussi la fausse opposition base syndicale-dirigeants, de même qu'elle a montré sa capacité à créer de toutes pièces des structures de type syndical, présentées soi-disant comme une "alternative" aux syndicats officiels : les "coordinations" (comme celles de la SNCF en 1986 ou des travailleurs de la santé en 1988).

Mais la classe ouvrière, riche de cette longue expérience de sabotage de ses luttes, a aujourd'hui les moyens de briser le carcan syndical pour prendre elle-même ses combats en main, les élargir, et s'affronter à l'Etat bourgeois. Les batailles qu'elle a menées tout au long des années 80 font la preuve de toutes ces potentialités. C'est ce que nous aborderons dans un prochain numéro de ce journal.

AB (d'après "RI" n°112)

NOS POSITIONS

* Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du XXe siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à

une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation

syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir » en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

• La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

• L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

• Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1884-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.